



Comment financer le sauvetage du monde : la théorie monétaire moderne pour une transition vers la décroissance

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0921800923002318#bb0395>

Christopher Olk^{un}, Colleen Schneider^b, Jason Hickel^{c d}

^{un} Institut Otto-Suhr de science politique, groupe de recherche Freigeist « Relations monétaires mondiales à l'ère de la finance offshore », Université libre de Berlin, Altensteinstraße 33, 14195 Berlin, Allemagne

^b Institut d'économie écologique, Université d'économie et de commerce de Vienne, Autriche

^c Institut des sciences et technologies de l'environnement (ICTA-UAB), Université autonome de Barcelone, Espagne

^d Département d'anthropologie, Université autonome de Barcelone, Espagne et Institut international des inégalités, London School of Economics and Political Science, Royaume-Uni

Points forts

- La Décroissance et la Théorie Moderne de la Monnaie (MMT) forment une symbiose stratégique pour faire face aux crises sociales et écologiques
- Les dépenses publiques consacrées aux objectifs sociaux et écologiques ne sont pas limitées par les recettes fiscales ou le PIB
- La MMT doit intégrer les limites écologiques à la production et à la capacité productive
- Des mesures fiscales et des politiques monétaires peuvent assurer la stabilité macroéconomique et des prix pendant une transition de décroissance
- Les priorités politiques comprennent une garantie d'emploi, une réglementation du crédit, un contrôle des prix, des réformes fiscales et des services publics universels.
- Une transition vers la décroissance informée par la MMT nécessite un contrôle plus démocratique de la politique monétaire et de la gouvernance du système financier

La décroissance manque d'une théorie expliquant comment l'État peut financer des politiques socio-écologiques ambitieuses et des systèmes d'approvisionnement public tout en maintenant la stabilité macroéconomique en période de ralentissement de l'activité économique. Pour répondre à cette question, nous présentons une synthèse des travaux sur la décroissance et de la théorie monétaire moderne (MMT), ancrés dans leur conception commune de la monnaie comme bien public et leur opposition commune à la rareté artificielle. Nous avançons deux arguments. Premièrement, nous nous appuyons sur la MMT pour affirmer que les États dotés d'une souveraineté monétaire suffisante ne rencontrent aucun obstacle pour financer les politiques nécessaires à une transition vers la décroissance juste et durable. L'augmentation des dépenses publiques n'exige ni n'implique une croissance du PIB. Deuxièmement, nous nous appuyons sur la recherche sur la décroissance pour aligner la MMT sur la réalité écologique. La MMT postule que les dépenses budgétaires ne sont limitées que par l'inflation, et donc par la capacité productive de l'économie. Nous soutenons que les efforts visant à faire face à cette contrainte doivent également tenir compte des limites sociales et écologiques. Sur la base de cette synthèse, nous proposons un ensemble de politiques monétaires et budgétaires adaptées à une transition vers la décroissance stable, incluant une réglementation plus stricte de la finance privée, des réformes fiscales, un contrôle des prix, des systèmes d'approvisionnement public et une garantie d'emploi émancipatrice. Cette approche peut favoriser une large mobilisation démocratique en faveur d'une transition vers la décroissance.

1. Introduction

Face à l'accélération des crises sociales et écologiques, notre imagination politique reste limitée par deux mythes, étroitement liés l'un à l'autre : (1) l'idée que la croissance perpétuelle est une caractéristique nécessaire d'une économie fonctionnelle, et (2) l'idée que les gouvernements démocratiques sont financièrement limités dans la poursuite d'objectifs sociaux et écologiques. Le mythe de la contrainte financière signifie que les gouvernements croient que leur seule option pour financer ces objectifs est de privilégier la croissance. C'est un problème, car la croissance rend la réduction des émissions beaucoup plus difficile. (GIEC, 2022, ch. 4 p. 27 ; voir aussi ch. 5 p. 3). Dans ces hypothèses, la maintenance de la vie sur Terre ne peut être imaginée que comme un pari précaire sur un changement technologique sans précédent se produisant au sein du capitalisme, dont la faisabilité n'est pas étayée par la littérature empirique existante (Hickel et al., 2021a).

Les travaux sur la décroissance déconstruisent le mythe selon lequel une croissance économique continue dans les pays à revenu élevé est nécessaire à l'amélioration des résultats sociaux, et expliquent comment de telles améliorations peuvent être obtenues avec une production globale et une consommation de ressources et d'énergie moindres. Un principe fondamental de la décroissance est que l'extension des services publics universels, la réduction de la durée hebdomadaire du travail, l'instauration d'une garantie d'emploi public et la réduction des inégalités dissocieraient le bien-être humain de la croissance et permettraient de réduire les formes de production moins nécessaires sans conséquences sociales négatives.

La décroissance se concentre sur les pays à revenu élevé, qui sont en grande partie responsables de l'utilisation excessive des ressources et des émissions (Fanning et al., 2022), où la capacité de production est bien supérieure à ce qui est nécessaire pour répondre aux besoins humains (Millward-Hopkins et al., 2020). Dans ce contexte, la décroissance est une alternative plus plausible au paradigme raté de la « croissance verte » (Haberl et al., 2020; Hickel et Kallis, 2020), et un élément nécessaire de toute voie viable d'atténuation du changement climatique (Creutzig et al., 2018; Hickel et al., 2021a).

La littérature sur la décroissance reconnaît de plus en plus le rôle clé de l'État dans cette transition (par exemple Koch, 2019; Koch, 2022; Parrique, 2019; Schmelzer et al., 2022). Cependant, les critiques affirment souvent que la décroissance n'est pas compatible avec des finances publiques « durables » (par exemple Pasche, 2018). En effet, plusieurs questions pratiques n'ont pas encore été abordées : quelle est l'approche adéquate en matière de fiscalité et de politique monétaire dans une transition de décroissance ? Comment la stabilité macroéconomique peut-elle être assurée lors d'une réduction équitable de l'offre et de la demande globales ? Comment financer les services publics universels, le déploiement des énergies renouvelables et les mesures de restauration des écosystèmes dans un tel scénario ? Comment le système monétaire pourrait-il être gouverné pour faciliter une transition socio-écologique radicale hors du capitalisme ?

Dans cet article, nous nous appuyons sur la théorie monétaire moderne (MMT) pour répondre à ces questions. La MMT analyse la structure réelle des systèmes monétaires modernes afin de montrer comment les États qui émettent leur propre monnaie ne sont pas limités par un budget ou par leurs recettes fiscales. Même un déficit public important par rapport au PIB ne crée pas, en soi, de problèmes macroéconomiques. La TMM clarifie ainsi la manière dont les gouvernements peuvent financer des projets sociaux et écologiques sans nécessiter de croissance globale. Cependant, les analyses conventionnelles de la TMM ont tendance à se concentrer sur la manière dont les politiques monétaires et budgétaires peuvent être exploitées pour atteindre le plein emploi et la stabilité des prix en maximisant la capacité de production. Nous soutenons ici qu'un tel productivisme est inutile et que la TMM peut être considérée comme un outil précieux pour une transition vers la décroissance.

1.1. Lacunes en matière de recherche

La relation entre la MMT et la décroissance a été rarement abordée dans la littérature académique (les exceptions étant Hickel, 2020; Mastini et al., 2021; brièvement Jackson et Victor, 2019, p.26 et Schmelzer et al., 2022, p.222; et, discutant de la garantie d'emploi, Alcott, 2013 et Jusqu'en 2018). En général, les deux mouvements semblent progresser dans des milieux sociaux et institutionnels différents, en utilisant différentes stratégies politiques.

La plupart des économistes écologiques n'offrent pas d'analyses adéquates des systèmes monétaires et financier contemporain (Ament, 2020; voir aussi Section 3).¹ Ce problème se reflète également dans la littérature sur la modélisation. Les « modèles d'évaluation intégrés » (IAM) néoclassiques utilisés dans la modélisation des politiques climatiques n'incluent généralement ni argent ni finance (Espagne, 2018). Lorsque les IAM incluent un secteur public, ils suggèrent généralement que les déficits publics augmenteront au moins temporairement pendant une transition vers une économie à faible émission de carbone, et que cela est problématique car cela réduira le bien-être en évinçant l'activité privée et en augmentant le coût de l'émission de dettes supplémentaires (par exemple Semmler et al., 2018). S'appuyant sur des IAM orthodoxes, le GIEC ne s'écarte pas de la vision dominante concernant les finances publiques (par exemple GIEC, 2022, ch. 15, pp. 48, 63) et n'inclut pas encore de scénarios de transition vers la décroissance.

Les économistes écologistes qui modélisent des scénarios de transition bas carbone ont également tendance à s'inquiéter, par exemple, du fait que « les recettes de la taxe carbone ne suffisent pas à financer les dépenses publiques [et] que la dette publique s'accumule et que le taux d'intérêt de la dette augmente. » (Campiglio et al., 2015). D'autres qui modélisent des scénarios de croissance nulle et de décroissance probléatisent également l'augmentation de la dette publique par rapport au PIB (par exemple Berg et al., 2015; Fontana et Sawyer, 2016; Godin, 2012; Semieniuk et al., 2021). Ainsi, les auteurs du modèle EUROGREEN suggèrent que « l'effet néfaste sur le déficit public à long terme [...] est un coût que nos sociétés pourraient devoir payer pour éviter les troubles sociaux » (d'Alessandro et al., 2020; p. 1). L'idée selon laquelle les déficits publics élevés constituent un coût est presque universellement acceptée sans autre justification.

A cela, nous apportons deux contributions théoriques : Premièrement, nous cherchons à clarifier certaines idées fausses liées à la théorie monétaire, répandues dans la littérature sur la décroissance. Les inquiétudes concernant les déficits publics sont injustifiées, car un déficit public élevé dans une économie en décroissance n'entraîne pas nécessairement de coût social ou économique. Deuxièmement, nous suggérons d'intégrer les enseignements tirés des études sur la décroissance à la TMM, qui n'a pas encore abordé la réalité des limites sociales et écologiques de la production. Dans ce contexte, nous esquissons un programme de politique monétaire et budgétaire fondé sur la TMM pour une transition radicale vers la décroissance. Nous abordons les questions liées à la gestion de la demande, à la stabilité des prix et à la régulation du financement privé. Nous discutons de la garantie d'emploi comme d'une politique clé, avant de conclure par quelques remarques sur la stratégie politique et les perspectives de recherche.

2. L'histoire de deux pénuries

La TMM et la décroissance sont de solides compléments intellectuels et stratégiques. Non seulement elles ont toutes deux gagné du terrain ces dernières années, mais elles partagent également de nombreuses idées, notamment une forte opposition à l'austérité néolibérale et, plus généralement, à la rareté artificielle.

2.1. Décroissance : contre la rareté artificielle des biens essentiels

Les études sur la décroissance soulignent que la croissance capitaliste repose sur la création d'une rareté artificielle. Les besoins humains peuvent généralement être satisfaits soit par des moyens de satisfaction des besoins non marchandisés et relativement économes en ressources (par exemple, transports en commun; nourriture provenant d'une cuisine collective), ou au moyen de biens relativement rares et peu économes en ressources (une voiture particulière ; un repas livré à domicile). Sous le capitalisme, les biens essentiels (logement, soins de santé, transports,

alimentation nutritive, etc.) sont marchandisés et leur accès est conditionné par des prix souvent très élevés. Pour obtenir les revenus nécessaires, les gens sont contraints d'entrer dans le marché du travail capitaliste, travaillant pour produire des biens qui peuvent ne pas être nécessaires simplement pour accéder à des biens qui sont eux clairement nécessaires. La pénurie artificielle de biens essentiels assure ainsi un flux constant de main-d'œuvre pour la croissance capitaliste. Elle crée également des dépendances à la croissance. Si les gains de productivité (ou les récessions) engendrent du chômage, les populations souffrent d'une perte d'accès aux biens essentiels, et la croissance est alors nécessaire pour créer de nouveaux emplois et résoudre la crise sociale. Cette dynamique explique pourquoi, malgré les niveaux élevés de production et d'utilisation des ressources du capitalisme, de nombreux besoins fondamentaux restent insatisfaits, même dans les pays à revenu élevé. À cet égard, le capitalisme est profondément inefficace et gaspilleur.

La décroissance invite à l'efficacité et à la suffisance, en rejetant l'hypothèse de désirs illimités et en soulignant l'importance de satisfaire des désirs finis et des besoins satisfaisables (Gough, 2019;Max-Neef et al., 1991). Les études sur la décroissance appellent à la création de services publics universels démocratiques pour mettre fin de manière permanente à la pénurie artificielle de produits essentiels à la satisfaction des besoins et pour soutenir « l'abondance radicale » (Coote et Percy, 2020;Hickel, 2019;Millward-Hopkins et al., 2020), ainsi qu'une garantie d'emploi public visant à éliminer le chômage involontaire et à mobiliser la main-d'œuvre pour atteindre des objectifs socialement et écologiquement nécessaires. Cette approche garantit un accès sûr aux moyens de subsistance et aux biens essentiels, quelles que soient les fluctuations de la production globale, dissociant ainsi bien-être humain et croissance, et permettant de réduire les formes de production destructrices et moins nécessaires de manière juste et stable.

2.2. MMT : contre la rareté artificielle de la monnaie

Sous le capitalisme néolibéral, la limitation et la marchandisation continus des systèmes de protection sociale ont été étendus à l'institution monétaire. L'État a la capacité de créer de la monnaie et de gouverner le système monétaire afin de mobiliser la production en faveur d'objectifs sociaux démocratiquement ratifiés. Pourtant, ce pouvoir a été largement attribué aux banques commerciales, les investissements étant dominés par les grandes sociétés financières et les gestionnaires d'actifs, tandis que des banques centrales, apparemment indépendantes, œuvrent à la stabilisation des marchés financiers privés et au bon déroulement de l'accumulation du capital (Braun et Gabor, 2020).

Cet aménagement du système monétaire occulte la nature sociopolitique de l'argent, conformément au projet néolibéral de « désenchanter la politique en la remplaçant par l'économie » (Davies, 2016). En réalité, les relations entre l'argent et la dette sont des processus sociaux qui s'intègrent dans les hiérarchies et les structures de pouvoir existantes et les renforcent (Graeber, 2011;Ingham, 2002). Le système monétaire est construit politiquement et juridiquement, il a fonctionné différemment dans le passé et fonctionnera différemment dans le futur.

Tout « instrument de dette » ne fonctionne comme monnaie que s'il est convertible à parité en passifs de l'État (Cloche, 2001;Pozsar, 2014). Parce que les banques centrales sont les seuls acteurs du système monétaire n'étant pas soumis aux contraintes de liquidité, tous les autres émetteurs de crédit doivent s'appuyer sur les garanties des banques centrales pour que leurs passifs soient reconnus comme monnaie. L'État demeure ainsi le garant de la validité de la monnaie et du fonctionnement du système monétaire, et détermine donc en dernier ressort ce qui est considéré comme monnaie (Schneider et Miess, 2023).

Par conséquent, un État doté de la souveraineté monétaire peut toujours garantir que ses engagements sont acceptables en termes monétaires. Il peut donc se permettre de financer tout ce que les travailleurs, les ressources et la technologie disponibles dans l'économie nationale peuvent réellement réaliser. Cette idée, énoncée avec brio par Keynes dans son ouvrage « Comment financer la guerre » (Keynes, 2010[1940]), est le principe clé de la théorie monétaire moderne (par exempleSalut, 2022;Kelton, 2020;Mitchell et al., 2016;Wray, 2015).

L'État crée de la monnaie lorsqu'il dépense. Les agents privés sont incités à utiliser la monnaie libellée dans l'unité de compte déterminée par l'État en raison du cadre juridique et institutionnel appliqué par celui-ci, notamment le système de paiement, les frais, les amendes et la fiscalité. Lorsque les entreprises et les ménages paient des impôts, le compte de l'État est à nouveau crédité, ce qui détruit de fait l'argent initialement investi. Ce circuit est une description idéalisée, et le processus concret dépend du cadre institutionnel de la juridiction monétaire concernée. Cependant, en général, un État qui émet sa propre monnaie non convertible et ne dispose pas de devises étrangères, n'est jamais confronté à une situation de dette financière (ou contrainte d'offre monétaire) correspondant à ses dépenses. Il n'y a qu'une contrainte réelle sur les dépenses publiques, c'est la capacité productive de l'économie intégrant les limites sociales et écologiques à la production.

L'hégémonie de l'idéologie néolibérale a conduit la plupart des gens à présumer à tort que les gouvernements financent leurs dépenses en taxant préalablement leurs citoyens et en émettant une dette qui devra être « remboursée » à terme. Compte tenu de l'hégémonie de cette notion, les gouvernements peuvent aisément invoquer la nécessité d'« équilibrer le budget » lorsqu'ils privilégient la croissance économique aux objectifs sociaux et écologiques, ou lorsqu'ils choisissent de réduire le financement des services publics. Les politiques d'austérité rendues possibles par l'acceptation généralisée de cette notion ont encore intensifié la pénurie artificielle de biens essentiels.

3. Moderniser la théorie monétaire de la décroissance

Les spécialistes de la décroissance ont par le passé proposé de transformer la monnaie par deux séries de politiques. Certains envisagent un « écosystème » de monnaies à vocation spécifique, dont le pouvoir d'achat est limité à des sphères économiques ciblées, afin de favoriser des modes de production et de recyclage ancrés localement (par exemple, Fitzpatrick et al., 2022; Kallis et al., 2012; Parrique, 2019:640). Des fonds à vocation spécifique peuvent compléter notre approche de réforme des systèmes monétaires nationaux (voir Section 5.3), mais comme toute monnaie, ils nécessitent le soutien de l'État et des politiques monétaires finement calibrées pour être efficaces (Olk, 2023). D'autres ont proposé un régime de « monnaie souveraine » (par exemple Dyson et al., 2016; Farley et al., 2013; pour un aperçu, voir Parrique, 2019, p. 651), également appelée « monnaie positive » (par exemple van Lerven, 2016), ou « système bancaire à réserves intégrales » (par exemple Pêcheur, 1935; Henke, 2017; pour un aperçu, voir Lainà, 2015), où la création monétaire relève d'une capacité purement budgétaire. Plutôt que de créer de la nouvelle monnaie « à partir de rien » grâce aux prêts des banques commerciales, tous les passifs des banques commerciales seraient garantis à 1 pour 1 par les réserves de la banque centrale.

L'« impératif de croissance monétaire » est la préoccupation principale qui motive ces propositions. En réalité, les impératifs de croissance ne sont pas des propriétés intrinsèques de la monnaie ou des intérêts en soi, mais dépendent des relations sociales liées au capitalisme qui conduit à l'accumulation (Cahen-Fourot et Lavoie, 2016; Richters et Siemoneit, 2017; Svartzman et al., 2020). Les appels à la monnaie souveraine sont ancrés dans une logique monétariste et n'atténuent pas les problèmes existants autour du financement de l'État ni de la stabilité financière (Cahen-Fourot et Lavoie, 2016; Fontana et Sawyer, 2016; Røpke, 2017). De plus, l'élimination de toute création monétaire par les banques commerciales entraînerait une concentration significative du pouvoir au niveau de la banque centrale (Pettifor, 2020). Une réforme radicale du système bancaire commercial – vers une structure institutionnelle décentralisée et à but non lucratif pour l'administration locale des fonds – est nécessaire.

La décroissance nécessite un programme de politique monétaire et budgétaire capable de prendre en compte le rôle clé des dépenses publiques à grande échelle dans toute transition socio-écologique rapide et efficace. De nombreux économistes écologistes supposent qu'une telle transition doit s'appuyer sur des capitaux privés (par exemple Baer et al., 2021; Campiglio et al., 2015; Solé et al., 2018). Étant donné le bilan lamentable du secteur financier privé pour parvenir à un abandon même modeste des combustibles fossiles (Dafermos et al., 2021; AIE, 2021), ce serait inquiétant si c'était vrai. En réalité, l'État peut et doit entreprendre de nombreux investissements

nécessaires à l'atténuation du changement climatique, notamment dans les capacités de production d'énergies renouvelables, la préservation et la restauration des écosystèmes, et l'élimination du carbone, car ces activités pourraient ne pas générer de profits susceptibles d'attirer des capitaux privés (Buck, 2019; Christophers, 2021; intéressant aussi McKinsey, 2021). Certaines parties du secteur de l'énergie pourraient également devoir être nationalisées pour assurer une transition rapide vers l'abandon des combustibles fossiles sans perturber de manière significative les approvisionnements énergétiques essentiels (Hickel, 2021b; Malmö, 2020). Il est important de noter que la MMT confirme que la capacité de l'État à financer l'une quelconque de ces mesures n'est pas limitée par le niveau d'investissement privé ni par le PIB.

3.1. L'impératif de croissance budgétaire est un choix politique

La question des finances publiques est souvent parmi les premiers points soulevés par les sceptiques d'une transition de décroissance (par exemple Pollin, 2019; voir Parrique, 2021 pour un aperçu de ce scepticisme). À court terme, de nombreux commentateurs craignent que les dépenses publiques consacrées aux politiques socio-écologiques ne détournent des fonds d'autres objectifs et n'aggravent les niveaux d'endettement public. À long terme, si la décroissance conduit à une baisse du PIB, cela réduirait l'assiette fiscale et aggraverait prétendument le problème de la dette publique. Pasche (2018, p.3) a formalisé cette vision orthodoxe d'un « conflit d'objectifs entre décroissance et finances publiques soutenables ». Il suppose que l'État doit taxer ses citoyens et emprunter auprès des banques et des investisseurs, qui exigent des rendements plus élevés de la part des gouvernements dont le ratio dette/PIB est élevé. Les États dont le PIB est en baisse consacreront alors une part toujours plus importante de leur budget au paiement des intérêts. Ils devront emprunter toujours plus pour financer ne serait-ce qu'un niveau de dépenses constant ; une spirale d'endettement s'ensuit.

Cette préoccupation n'a pas encore été abordée de manière convaincante. Par exemple, les spécialistes de la décroissance parlent de « financer » le revenu de base et les services par l'impôt (par exemple Andersson, 2010; Kallis et al., 2012; Victor, 2008), et supposent que les États-providence « redistribuent les impôts » (Koch, 2022, p.4), ou que les impôts sont « la principale source de revenus des États » (Richters, 2019). En conséquence, ils craignent que les États, comme les débiteurs privés ou les administrations municipales, doivent générer des revenus pour payer les intérêts de leur dette (voir Hickel, 2020). Les études sur la décroissance ont ainsi reproduit sans discernement le mythe de l'« État-providence dépendant de la croissance » (par exemple, Koch, 2021, p. 1). Certains chercheurs ont même soutenu l'instauration de limites constitutionnelles aux déficits publics, en se fondant sur l'hypothèse orthodoxe selon laquelle la croissance économique sera, à un moment donné, nécessaire pour « payer » la dette publique (Seidl et Zahrnt, 2010). La question des finances publiques est le talon d'Achille de la décroissance.

La TMM démontre que ces inquiétudes sont infondées, car la rareté artificielle de la monnaie et la dépendance à la croissance qui en résulte sont des choix politiques et non des nécessités économiques. La dette privée peut devenir « impayable » en l'absence de croissance économique (Hartley et Kallis, 2021). Mais la dette publique - entendue ici comme le passif de l'État-nation -, si elle est libellée dans l'unité de compte du souverain, ne peut jamais devenir « impayable ». De plus, même un ratio dette/PIB très élevé ne pose pas nécessairement de problème, comme le démontre le cas du Japon (Wray et Nersisyan, 2021). Une augmentation des dépenses publiques consacrées à des objectifs sociaux et écologiques ne nécessite donc pas que la croissance soit financièrement durable (confirmant Mastini et al., 2021).

Bien sûr, les gouvernements sont limités si une limite légale arbitraire s'applique à leur ratio dette/PIB. Les membres de la zone euro se sont imposé une telle limite à eux-mêmes et également à la zone néocoloniale du franc CFA (Pigeaud et Sylla, 2018). De plus, les municipalités sont contraintes, si la loi l'exige, de se financer en vendant des obligations à des investisseurs privés. Toutes ces contraintes sont des artefacts politiques qui peuvent être abolis. Les véritables limites aux dépenses budgétaires sont la stabilité des prix, reflétée dans les pressions inflationnistes (comme le souligne la MMT), et dans l'état de la biosphère (comme y contribue la décroissance).

3.2. Contrôle de l'inflation

Tout comme les banquiers centraux (Tarullo, 2017), les études sur la décroissance manquent d'une théorie cohérente concernant l'inflation. La MMT propose justement une telle théorie.

L'inflation représente un conflit social autour de la répartition des biens et des ressources, médiatisé par le système des prix. Les conflits de répartition prennent généralement la forme suivante : inflation lorsque l'offre globale ne parvient pas à suivre la croissance de la demande. Mais les prix sont également façonnés par les institutions et le pouvoir (Bernal, 2021). Lorsque des oligopoles de producteurs ou lorsque une main-d'œuvre avec des droits collectifs et un pouvoir de négociation cherchent à protéger ou à augmenter leur part du revenu global en augmentant les prix ou les salaires, cela peut conduire à l'inflation (Mitchell et al., 2016; Wilson, 2021; Wray, 2015). Par exemple, comme le montre l'expérience de la Covid, l'inflation peut être alimentée par des goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement ou par des producteurs utilisant une augmentation transitoire des prix des intrants pour augmenter considérablement leurs marges bénéficiaires (Bernal, 2021; Weber et Wasner, 2023).

L'un des défis d'une transition vers la décroissance réside dans le fait qu'une augmentation des dépenses publiques implique, toutes choses égales par ailleurs, une expansion de la demande globale. Une augmentation de la demande globale qui entraîne une expansion de l'offre globale équivaut à une croissance économique. Cependant, si cette expansion de la demande se produit dans un contexte d'offre insuffisante en raison de limitations imposées aux capacités de production, une inflation peut s'ensuivre.

Pour contrôler l'inflation, certains économistes MMT privilégient une expansion de la capacité de production dans les secteurs confrontés à des goulots d'étranglement de l'offre par le biais d'une politique industrielle ciblée (par exemple Nersisyan et Wray, 2022). De même, les principales propositions keynésiennes du « Green New Deal » supposent que la croissance de l'offre globale est nécessaire pour correspondre à l'augmentation initiale de la demande globale afin d'éviter l'inflation (par exemple Pettifor, 2020). Cependant, pour les pays à revenu élevé, où l'utilisation des ressources et de l'énergie dépasse les niveaux durables, cette approche n'est pas écologiquement viable. Comme le soulignent les études sur la décroissance, les pays à revenu élevé doivent réduire. La production d'agrégats vise à ramener l'utilisation des ressources à des niveaux durables. Cela peut être réalisé en allongeant la durée de vie des produits et en réduisant la production et la capacité productive de produits écologiquement destructeurs et socialement moins nécessaires (SUV, jets privés, fast fashion, bœuf, armes, etc.). Dans un scénario de décroissance, une augmentation de la production socialement et écologiquement nécessaire est conciliée avec les limites écologiques en réduisant les formes de production moins nécessaires.

Pour qu'une transition vers la décroissance soit menée sans induire d'inflation, la demande d'énergie et de matières premières doit être réduite au moins aussi vite que leur offre. Cela implique de réduire activement le pouvoir d'achat des ménages à hauts revenus, dont la consommation est disproportionnellement responsable des crises écologique et climatique, et de réduire la demande effective dans les secteurs qui ne contribuent pas aux objectifs sociaux et écologiques. Ces deux approches peuvent neutraliser les effets expansionnistes de l'augmentation des dépenses publiques et la pression inflationniste résultant de la réduction simultanée des capacités de production.²

4. Décroissance et théorie monétaire moderne

Les économistes de la MMT prennent souvent soin de souligner que le « T » signifie « théorie » et non « plateforme politique transformatrice ». On peut dire que, comme toute théorie économique la TMM est à la fois descriptive et prescriptive. Elle occupe une place de plus en plus importante dans le discours de gauche contemporain, tandis que ses aspects descriptifs sont désormais acceptés par certains pans de l'establishment financier et politique (Mackintosh, 2021).

L'élément prescriptif est clair dans les appels quasi universels des économistes de la MMT en faveur d'une garantie d'emploi, discutés en détail dans la Section 5.4. D'autres prescriptions

politiques communément associées à la TMM sont les taux de change flottants, la fixation proactive (plutôt que réactive) des taux d'intérêt par les banques centrales et un taux faible ou nul fixé au jour le jour (par exemple Salut, 2022; Tcherneva, 2012; Wray, 2015). La plupart des économistes de la MMT soutiennent également des impôts progressifs sur la richesse et les revenus, un Green New Deal et une extension des services publics (par exemple Salut, 2022; Nersisyan et Wray, 2021), ainsi que des réformes fondamentales du système monétaire international (par exemple Tymoigne, 2020; Kaboub, 2021). La MMT et la décroissance partagent donc un chevauchement remarquable dans leurs propositions politiques, sur lesquelles nous nous concentrons dans la Section 4.

De toute évidence, les enseignements de la TMM peuvent être utilisés non seulement à des fins progressistes, mais aussi pour promouvoir des formes de production régressives, voire la guerre. De fait, des dépenses publiques agressives ont marqué historiquement certains régimes antidémocratiques et impérialistes (Marchand, 2021; Tooze, 2006; Tooze, 2022; considérer également Knapp, 1909; Knapp, 1918). C'est précisément pourquoi il est important d'intégrer les perspectives explicitement anti-impérialistes, décoloniales et radicales-démocratiques de la décroissance dans le discours de la MMT.

4.1. Critiques de la TMM

Deux critiques existantes de la MMT sont particulièrement pertinentes du point de vue de la décroissance.³ Premièrement, comme le soulignent les marxistes et les kaleckiens, même si tout gouvernement peut être techniquement capable d'assurer le plein emploi, la reproduction des rapports sociaux capitalistes requiert une « armée de réserve » de chômeurs qui discipline les travailleurs. Le plein emploi saperait ce principe fondamental de l'accumulation du capital (Lapavistas et Aguila, 2020; Marchand, 2021). Les États capitalistes ont donc recours à des politiques déflationnistes qui maintiennent un certain niveau de chômage (Feygin, 2021). Les économistes de la MMT ont soutenu que cette critique s'applique à « l'amorçage de la pompe globale », alors que le programme de garantie d'emploi proposé par la MMT évite ce problème en fixant un plancher sur le coût de la main-d'œuvre, plutôt que de faire activement des offres pour la main-d'œuvre (Mitchell et Watts, 2003). Selon nous, la revendication du plein emploi doit être considérée comme un outil stratégique pour intensifier les luttes politiques qui, comme les marxistes en conviendraient, est la clé pour finalement transcender le capitalisme.

La deuxième critique porte sur la structure hiérarchique du système monétaire et économique mondial. Alors que les pays situés à la « périphérie » du système mondial (Wallerstein, 1979) sont confrontés à une contrainte stricte en matière de balance des paiements et dépendent des exportations de ressources pour financer les importations de technologie et de biens d'équipement, les pays « centraux » qui émettent ou ont un accès privilégié à une monnaie internationalement acceptable peuvent utiliser leur privilège monétaire pour mobiliser non seulement des ressources nationales, mais aussi des ressources étrangères (Bonizzi et al., 2019; de Paula et al., 2017; Svartzman et Althouse, 2020). Les spécialistes de la MMT (Kaboub, 2006; Kaboub, 2008; Kaboub et al., 2015; Koddensbrock et Sylla, 2020; Vernengo et Pérez Caldentey, 2020) ont abordé ces défis de manière assez détaillée. Ils recommandent un ciblage des taux d'intérêt par les banques centrales périphériques, des taux de change flottants et une politique industrielle pour la souveraineté alimentaire et énergétique, tout en appelant à des réparations décoloniales et à l'abolition des dettes illégitimes (Kaboub, 2020) pour accroître la souveraineté monétaire, et donc l'applicabilité des politiques décrites dans cet article (voir aussi Section 6.1). Notre propre analyse se concentre néanmoins sur les économies à revenu élevé dotées d'un degré relativement élevé de souveraineté monétaire.

4.2. Intégration des contraintes écologiques dans la MMT

Aux points précédents, il convient d'ajouter une critique socio-écologique. La théorie monétaire moderne entretient une relation ambivalente avec l'idéologie de la croissance économique. Nombre de ses économistes sont explicitement agnostiques quant à la croissance du PIB, reconnaissant son inadéquation à l'objectif de plein emploi et de stabilité des prix (par exemple Kelton, 2020, p. 154 et suivantes; Wray, 2019, ch. 2). Certains critiquent le PIB en tant que

mesure de la prospérité sociale et du progrès économique (par exemple Ehnts, 2022; Wray, 2015), et font écho à la critique de la décroissance selon laquelle la majeure partie de la croissance du PIB ne profite qu'aux centiles supérieurs de la distribution des revenus (Kelton, 2020, p. 378; Tcherneva, 2017). Dans le même temps, les principaux spécialistes de la MMT postulent « la restauration de la croissance du PIB » (Dantas et Wray, 2022, p. 317), « croissance stable à long terme » (Wray, 2019, ch.7) ou « croissance modérée du niveau de vie » (Tymoigne et Wray, 2013) comme objectifs explicites.

La MMT ne tient manifestement pas encore compte des contraintes de production résultant des limites planétaires et sociales à la croissance.⁴ Du point de vue de l'économie écologique, la production nécessite des ressources et de l'énergie et est limitée par des limites biophysiques (Georgescu-Roegen, 1971). Jusqu'à présent, il n'existe aucune preuve d'un « découplage » absolu suffisant entre le PIB et la pression environnementale (D'Alessandro et al., 2020; Hickel et Kallis, 2020). Il est important de noter que les limites écologiques peuvent être atteintes bien avant que le plein emploi de la main-d'œuvre ne soit atteint – en fait, toutes les nations à revenu élevé les transgressent déjà (Fanning et al., 2022). Cela n'est pas évident, uniquement parce que l'impact de l'excès d'activité économique se déplace vers la périphérie mondiale, vers les groupes démunis (par exemple, par le biais du travail de soins non rémunéré), et vers l'avenir. L'idée même de la décroissance est de mettre fin à ce déplacement injuste et insoutenable du fardeau créé par l'excès d'activité économique en diminuant à la fois la demande effective et la capacité productive dans les secteurs socialement moins nécessaires, notamment les combustibles fossiles, l'agriculture industrielle et les transports privés qui sont particulièrement pertinents pour la stabilité des prix (Weber et al., 2022). Les dépenses publiques devraient être planifiées de manière à réduire la demande effective dans ces secteurs. Par exemple, un déploiement public rapide des énergies renouvelables et des systèmes d'approvisionnement économes en énergie devrait être combiné à des mesures visant à réduire le pouvoir d'achat des ménages aisés et la demande de production non durable (Olk et Söding, 2022). En outre, les modèles macroéconomiques utilisés pour calculer l'espace pour les dépenses non inflationnistes devrait tenir compte des boucles de rétroaction des crises écologiques sur la capacité de production, qui entraînent déjà des pressions inflationnistes dans les secteurs clés de l'agriculture, de l'énergie et des transports (Olk et al., 2023) menaçant ainsi la stabilité financière (Bolton et al., 2020).

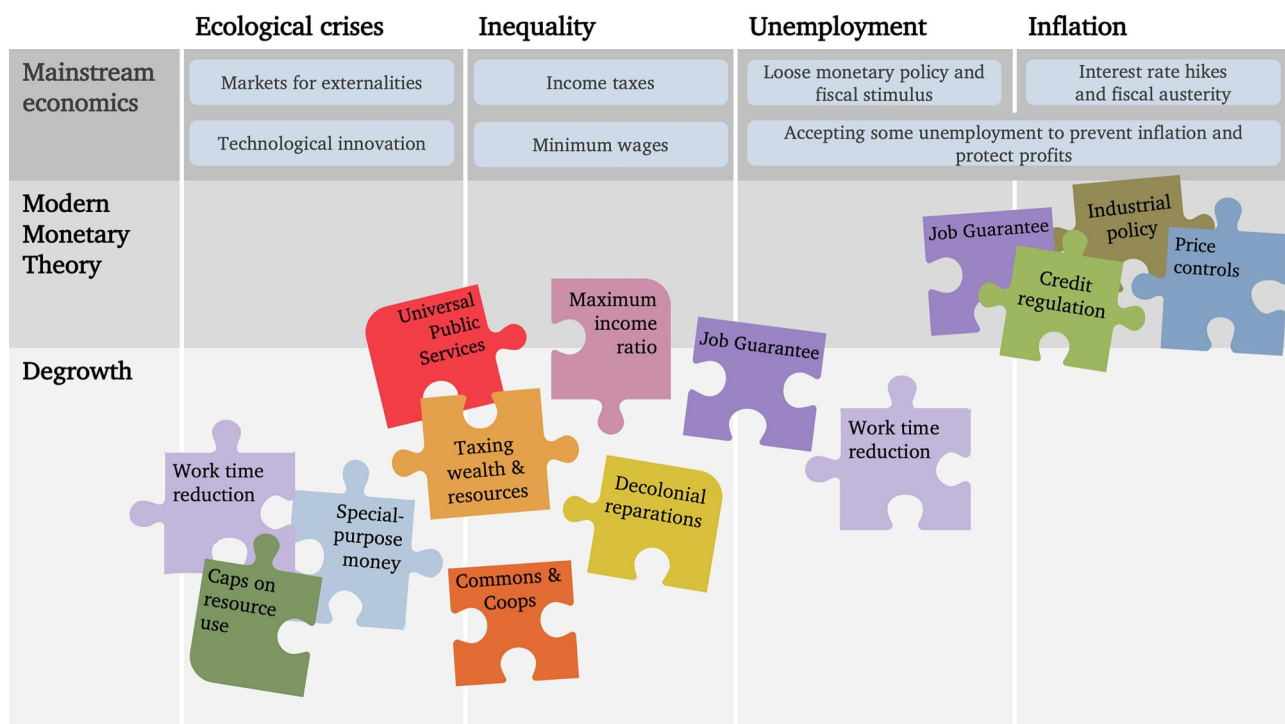
En fait, les choix de politique budgétaire et monétaire ont toujours été déterminés dans une large mesure par les prix des combustibles fossiles (Thompson, 2022). Cependant, la réponse habituelle à la hausse des prix de l'énergie repose sur la privation de services énergétiques pour les ménages à faibles revenus par le biais de politiques budgétaires et monétaires restrictives, parallèlement à une augmentation de la production d'énergie, y compris à partir de sources fossiles. En revanche, les politiques budgétaires et monétaires pour une transition vers la décroissance juste et stable devront donner la priorité à une réduction équitable de la demande d'énergie et d'autres matières premières gourmandes en ressources, parallèlement à (et par le biais de) la construction de systèmes d'approvisionnement durables financés par des fonds publics, capables de répondre aux besoins de tous avec une consommation minimale d'énergie et de ressources. Réaliser ce double mouvement grâce à une gestion macroéconomique ciblée est la clé d'une transition vers la décroissance fondée sur la MMT.

5. Politiques monétaires et budgétaires pour une transition vers la décroissance

Les politiques proposées par la TMM et la décroissance se recoupent largement. Certaines visent des objectifs différents dans les deux littératures, mais ces objectifs sont très complémentaires. Par exemple, la réduction de la demande énergétique peut non seulement réduire les émissions de carbone, mais aussi atténuer les pressions inflationnistes. La Fig. 1 illustre ce chevauchement.

[Télécharger l'image en taille réelle](#)

Fig. 1. Décroissance et politiques MMT.



La TMM et la décroissance s'écartent des approches traditionnelles en proposant des mesures ciblées pour gérer la demande effective sectorielle en fonction des ressources disponibles. Actuellement, la gestion des niveaux d'emploi et de la demande globale incombe en grande partie aux banques centrales, qui agissent par l'intermédiaire des marchés financiers et s'appuient sur des instruments peu rigoureux (principalement les taux d'intérêt et les achats/ventes d'actifs) pour répondre à ces enjeux, avec des effets socialement sous-optimaux, tant au niveau national qu'international (Bernal, 2021). La politique budgétaire a la capacité de fonctionner de manière plus fine et plus équitable : stabiliser les prix, garantir directement l'emploi, promouvoir les secteurs durables, soutenir les régions « laissées pour compte », abolir l'extrême pauvreté et l'extrême richesse et bénéficier directement aux communautés marginalisées.

5.1. Déplacer la fiscalité du travail vers la richesse et les ressources

Du point de vue de la TMM, les impôts équivalent à une « destruction » de monnaie, et donc à une réduction et une redistribution de la demande effective. Leur fonction n'est pas de générer des recettes pour l'État, mais de créer un espace macroéconomique (et écologique) pour les dépenses publiques et de remodeler la répartition des revenus et des richesses. La MMT démontre que la nécessaire réduction de la demande par la fiscalité ne doit pas nécessairement précéder la construction de systèmes d'approvisionnement durables. Il s'agit d'un avantage stratégique, car les citoyens peuvent s'opposer à une hausse des impôts précisément par crainte de perdre l'accès à des biens marchandisés satisfaisant leurs besoins.

La littérature sur la décroissance, quant à elle, aborde moins les effets macroéconomiques des impôts que leurs effets distributifs et écologiques. Ces travaux prônent un transfert de la fiscalité sur les salaires vers la richesse, les transactions financières, les héritages et les biens de consommation écologiquement destructeurs (Kallis et al., 2012; Parrique, 2019, p. 36). Le principe moral de suffisance, en soi, exige des impôts sur les hauts revenus et les grandes fortunes (Parrique, 2019, p. 235 et suivantes). Ces taxes réduiraient effectivement les émissions, car les individus les plus riches sont responsables d'une part disproportionnée des émissions mondiales dépassant les limites planétaires (Gore et al., 2021; Otto et al., 2019). Déplacer la fiscalité du travail vers la consommation de ressources et d'énergie est également un outil efficace pour détourner la demande des secteurs les plus destructeurs sur le plan écologique, qui sont également particulièrement sujets aux pressions inflationnistes (Weber et al., 2022). La consommation de biens spécifiques peut être encore réduite par des plafonds absolus ou des interdictions de publicité (Cosme et al., 2017).

Les régimes fiscaux proposés par la TMM et la décroissance sont complémentaires, mais des compromis peuvent s'imposer. Par exemple, si des taux d'imposition élevés sur les hauts revenus réduisent les inégalités, ils sont relativement inefficaces pour réduire l'inflation, car les riches épargnent proportionnellement une part plus importante de leurs revenus. Les synergies et les compromis politiques entre les objectifs de réduction des inégalités, de l'inflation et des impacts environnementaux justifient des recherches plus approfondies.

5.2. Réglementation du crédit : la décroissance de la finance privée

Considérer la monnaie comme un bien public, créé et soutenu par l'autorité de l'État, a des implications pour le système plus large de création de crédit. La création monétaire a été concédée (aux banques) et de plus en plus sous-concédée (aux institutions financières non bancaires ; voir Pozsar, 2014) par les gouvernements émetteurs de monnaie (Hockett, 2019). L'extension correspondante de la liquidité alimente la croissance de la finance de marché et de l'accumulation financière (Musthaq, 2021). Le crédit est alloué préférentiellement au secteur des combustibles fossiles en raison de sa rentabilité perçue et historique (Christophers, 2021). Au lieu de cela, une approche ciblée et démocratiquement gérée de la réglementation du crédit servirait de complément à l'investissement public pour orienter le financement privé conformément à une transition vers la décroissance et pour atténuer les pressions inflationnistes qui émergent d'une réduction planifiée de la production.

Les banques centrales disposent d'outils pour soutenir une telle approche (Tankus, 2022). Avant le passage hégémonique à un modèle de banque centrale (en théorie) indépendante et apolitique, les banques centrales, jusqu'au milieu du XXe siècle, avaient opéré sous la direction explicite du gouvernement pour orienter les investissements vers des objectifs sociaux, en utilisant une gamme d'outils beaucoup plus large que ceux utilisés aujourd'hui (Elliott et al., 2013; Gabor, 2021; Levey, 2020; van't Klooster, 2021).

La réglementation du crédit peut se concentrer sur certains secteurs (comme par exemple les limites strictes sur l'allocation de crédits pour le secteur des combustibles fossiles) ou certaines activités (comme la limitation du crédit pour les fusions et acquisitions). Décourager les mauvaises pratiques tout en encourageant les bonnes pratiques est un outil puissant pour réguler la demande économique face aux pressions inflationnistes potentielles. La réglementation quantitative du crédit est en réalité un plafond de crédit sur la création monétaire bancaire, qui - en complément d'une réglementation qualitative et d'un programme de garantie d'emploi (décrit dans Section 5.4) - peut servir à assurer un niveau de demande compatible avec la stabilité des prix (Monnet, 2019). Le secteur bancaire commercial et la création monétaire endogène ne sont pas incompatibles avec une transition vers la décroissance s'ils sont intégrés dans une telle structure. Au-delà des banques, pour parvenir efficacement à la décroissance et limiter le pouvoir de la finance, il est essentiel que la réglementation du crédit soit étendue au secteur financier non bancaire (c'est-à-dire au système bancaire parallèle).

L'approche décrite ici remplace l'outil très grossier des taux d'intérêt par une panoplie d'outils beaucoup plus complète et efficace. Les économistes de la MMT proposent de maintenir un taux d'intérêt nul pour les pays à taux de change flottant (Forstater et Mosler, 2005; Fullwiler, 2020), car les taux d'intérêt élevés sur les obligations d'État accentuent les inégalités de richesse et génèrent potentiellement des pressions inflationnistes. Un taux zéro sur les obligations d'État et les prêts bancaires au jour le jour peut être complété par des taux d'intérêt différenciés sur d'autres actifs et prêts, conformément à la réglementation du crédit décrite ci-dessus.

Cette approche nécessite une coordination entre les autorités budgétaires et monétaires. Bien que les opérations du Trésor ne soient jamais limitées par les banques centrales, et que même les banques centrales « indépendantes » soutiennent efficacement les dépenses publiques, principalement par le biais d'un financement monétaire direct ou « tacite » (Gabor, 2021; voir aussi Felipe et Fullwiler, 2021), un degré plus élevé de coordination entre les deux institutions permet de contrôler les taux d'intérêt et d'assurer la stabilité financière (Tymoigne, 2014).

Outre les institutions créatrices de crédit, les pools de trésorerie institutionnels (tels que les assurances et les fonds de pension) jouent un rôle central dans la croissance du système financier. Le paysage financier moderne est celui d'un capitalisme de gestionnaires de fonds hautement concentré (Braun, 2020; Steele, 2020), soutenu par la hausse des prix des actifs globaux, que les banques centrales ont obligeamment assurés par le biais de vastes programmes d'assouplissement quantitatif. Imposer des restrictions qualitatives et quantitatives aux achats des banques centrales et aux actifs détenus par ces fonds limiterait le pouvoir des principaux acteurs financiers. Au-delà de la réglementation, la définanciarisation des pools de trésorerie est nécessaire pour « décroître » la finance. Dans le cas des fonds de pension, cela impliquerait un retour aux régimes par répartition, soutenu par le développement de systèmes publics de prestations en nature pour les soins aux personnes âgées (Aigner et al., 2022). Des travaux plus concrets sur les politiques visant à soutenir la décroissance financière planifiée sont nécessaires, car elles sont essentielles pour maintenir la stabilité financière.

5.3. Contrôle des prix, monnaies complémentaires et services publics universels

Trois autres outils politiques visant à réduire la demande globale et l'inflation sont étroitement liés. Le premier est le contrôle des prix, un outil qui fait à nouveau l'objet de discussions dans le contexte des pressions inflationnistes apparues pendant la pandémie de Covid-19 (Weber, 2021). Un contrôle des prix bien conçu peut constituer une forme douce de rationnement équitable, conforme à l'idéal de suffisance de la décroissance. Par exemple, dans le contexte de la crise énergétique de 2022, Dullien et Weber (2022) ont proposé de fixer le prix d'une certaine quantité de gaz par foyer, garantissant ainsi un accès plus équitable au chauffage de base et permettant aux marchés de déterminer le prix de toute quantité de gaz consommée au-delà de ce seuil.

Si le contrôle des prix et le rationnement direct garantissent que la demande excédentaire n'engendre pas d'inflation, ils laissent potentiellement les ménages avec des revenus excédentaires. Dans les économies où l'endettement privé est élevé, une partie de ces revenus excédentaires peut servir au remboursement de la dette. La littérature sur la « mobilisation » – ou la planification économique dans des conditions de capacité gravement réduite – suggère de gérer les revenus excédentaires restants non seulement par la fiscalité, mais aussi par différentes formes de programmes d'épargne volontaire et forcée (Levey, 2020; aussi Keynes, 2010[1940]). Généralement, ces économies promettent une « consommation différée » (Nersisyan et Wray, 2021), mais dans une transition vers la décroissance, la consommation devrait être abandonnée ou transférée en dehors de l'économie de marché.

C'est là que les monnaies complémentaires pourraient jouer un rôle : envisager des monnaies à usage spécifique qui constituent des créances sur des biens publics non essentiels, telles que les « monnaies de soins » (Hayashi, 2012; Lee et al., 2020) ou « pièces de carbone » (Robinson, 2020). Rendre ces monnaies attractives pour l'épargne pourrait atténuer la pression inflationniste en déplaçant la demande effective vers l'économie non marchande (Olk, 2023).

Les politiques de décroissance qui réduisent la consommation privée nécessitent la mise en place préalable de systèmes publics d'approvisionnement véritablement universels. L'offre publique de logements, de transports et d'alimentation, notamment, peut atténuer les pressions inflationnistes dans les secteurs particulièrement sensibles aux hausses de coûts liées aux crises écologiques et susceptibles de subir des hausses de prix abusives et de générer des rentes (Olk et al., 2023). Les services publics bon marché ou gratuits réduisent non seulement directement le coût de la vie, mais peuvent également réduire la demande globale d'énergie et de ressources, car ils satisfont les besoins de base plus efficacement que les systèmes d'approvisionnement fondés sur le marché qu'ils remplacent.

À court terme, le déploiement des services publics peut accroître la demande, car il laisse les ménages avec des revenus excédentaires. À long terme, la mise en place de systèmes publics de fourniture de services peut « évincer » l'investissement et la consommation privés (Kalecki, 1971[1943]). Une demande excédentaire par rapport à ce qui est nécessaire pour satisfaire les besoins de tous est une conséquence de la rareté artificielle, liée à l'absence de services publics efficaces pour satisfaire les besoins. Le fait que les gens dépendent de moins en moins de

l'économie monétaire dans leur vie quotidienne, leur permet de réduire le temps consacré au travail salarié. La satisfaction des besoins hors de l'économie de marché, conjuguée à une réduction du temps de travail, deviendra à terme un facteur clé de la baisse de la demande effective.

5.4. La garantie d'emploi

Tant que le travail salarié est nécessaire pour subvenir aux besoins fondamentaux, il est nécessaire de lutter contre le chômage chronique sans compter sur la croissance économique. La décroissance vise à libérer les individus de la menace du chômage et, par là même, à surmonter le rôle central que joue le travail salarié dans la société en général (Parrique, 2019).

Dans l'économie dominante, l'hypothèse est que la répartition des revenus est déterminée par les aspects techniques de la production et que, par conséquent, la seule façon de réduire la pauvreté est d'accroître le PIB. Si, au contraire, nous comprenons que la répartition des revenus est conditionnée par des facteurs sociaux et institutionnels, nous pouvons envisager d'autres méthodes pour influencer la répartition des revenus, indépendamment de la croissance (Minsky, 1973). La garantie d'emploi est une telle méthode.

Les économistes de la MMT ont depuis longtemps jeté les bases d'une garantie d'emploi bien développée – un « programme permanent, financé par le gouvernement fédéral et administré localement, qui offre des possibilités d'emploi volontaires à la demande pour tous ceux qui sont prêts et disposés à travailler pour un salaire décent » (Wray et al., 2018, p. 35). Ces emplois suivent des directives nationales (concernant, par exemple, l'inclusion, les normes du travail et la durabilité), tandis que les décisions concernant des travaux spécifiques sont prises au niveau local par le biais de processus démocratiques participatifs. L'exclusion sociale est combattue en fournissant un salaire décent à ceux qui ont le moins de chances de trouver un emploi grâce à un amorçage global de l'économie (Tcherneva, 2018, Tcherneva, 2020; Wray, 1986). Les gouvernements centraux sont les seules institutions capables de dissocier la rentabilité de l'embauche de la décision d'embaucher. Ils peuvent ainsi stabiliser l'emploi en période de récession et atténuer l'inflation liée aux salaires en modifiant la composition de l'emploi, plutôt que de s'appuyer sur une « armée de réserve » de chômeurs (Mitchell, 1998). La garantie d'emploi MMT est « un programme de dernier recours », ce qui signifie qu'elle est destinée uniquement à ceux qui ne parviennent pas à trouver un emploi dans le marché du travail, et non pour remplacer les emplois existants dans le secteur privé ou public (Tcherneva, 2020). Néanmoins, en tant que garantie d'emploi public, une garantie d'emploi établit également une référence en matière de normes du travail que le secteur privé doit respecter – concernant notamment les salaires, les avantages sociaux, les horaires de travail et les structures de participation et de prise de décision sur le lieu de travail. L'instauration d'un salaire plancher et d'une garantie de revenu du travail permet de freiner la montée des inégalités et peut contribuer à réduire l'endettement privé, deux éléments d'autant plus importants dans une économie en stagnation.

Cette garantie d'emploi peut ainsi offrir une certaine stabilité et satisfaire les besoins, notamment en période de contraction économique. En réponse à la crise économique de 2001, l'Argentine a mis en place un programme fédéral limité de garantie d'emploi, qui a fourni les services nécessaires à des communautés majoritairement pauvres. La grande majorité des travailleurs provenaient des 20 % les plus pauvres de l'échelle des revenus et avaient au plus un diplôme d'études secondaires. Les femmes représentaient près de 75 % des participants (Tcherneva et Wray, 2005). « Les chômeurs eux-mêmes ont lancé, organisé et doté en personnel des projets dans leurs communautés », notamment des services de garde d'enfants ou de personnes âgées, un soutien aux programmes de santé, des cuisines communautaires et scolaires et des programmes de recyclage (Tcherneva, 2012, p. 15). Le programme a remis en question les stéréotypes sexistes sur ce qui constitue un travail productif et improductif, et sur qui est employable ou non.

La littérature existante sur le potentiel d'une garantie d'emploi « vert » s'est concentrée sur la possibilité de déplacer la main-d'œuvre des industries extractives vers les énergies renouvelables (Forstater, 2005), et comme outil pour accroître le soutien des travailleurs et des syndicats à une transition verte. Bien que ces points soient importants, une « Garantie d'emplois pour la

décroissance » peut et doit aller plus loin (Parrique, 2018;Schneider, 2021;Jusqu'en 2018). Dans son imaginaire plus large, une garantie d'emploi se concentre sur la protection sociale, plutôt que sur le profit. Une garantie d'emploi financée par l'État peut mobiliser la main-d'œuvre en tant que bien public au service d'objectifs sociaux et environnementaux, grâce au développement et à la maintenance de systèmes d'approvisionnement publics. Outre la localisation des systèmes de production et de distribution, la garantie d'emploi ancre localement la création de valeur, selon les choix des participants, et ensuite générer cette valeur.

Associée à des programmes solides du secteur public qui ne constituent pas un « dernier recours », une garantie d'emploi pourrait avoir le potentiel de conduire à un changement structurel dans le marché du travail, de s'éloigner des secteurs à forte intensité de matériaux et d'énergie, et de se diriger vers des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, en particulier ceux orientés vers les soins et la réparation, l'agriculture biologique, ou la restauration de l'écosystème (Dernier, 2021). De plus, les normes de travail peuvent être utilisées pour mettre en place des réductions du temps de travail. Ces changements peuvent réduire le rendement biophysique tout en augmentant l'emploi.

La garantie d'emploi décrite ici est une « réforme non réformiste » paradigmatique (Gorz, 1968). Elle renforce l'autonomie des groupes marginalisés, tout en démontrant la faisabilité d'une organisation du travail fondée sur le marché. Essentielle pour la décroissance, la garantie d'emploi élimine l'un des impératifs de croissance les plus importants, tout en étant une politique relativement populaire (Tcherneva, 2018). Dans le même temps, une garantie d'emploi n'est clairement pas une panacée et doit être mise en œuvre avec des politiques complémentaires, y compris une réglementation sur le secteur de production privé, un ratio salarial maximal et des plafonds sur les revenus du capital (Martin et al., 2023;Minsky, 1973).

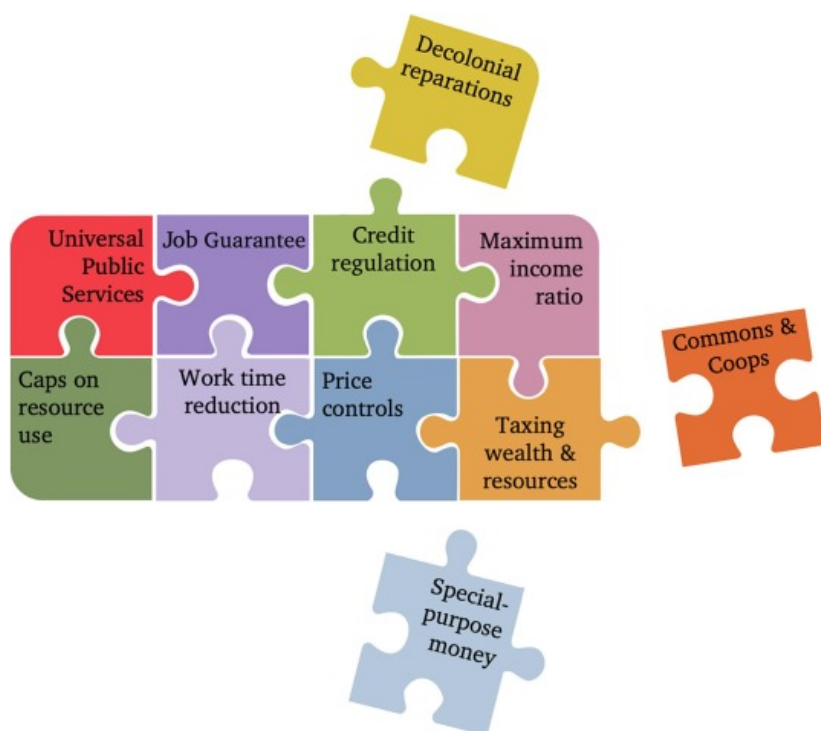
Une autre politique clé défendue par de nombreux spécialistes de la décroissance, et potentiellement rendue réalisable grâce à un cadre MMT, est un revenu de base universel (par exemple Paulson et al., 2020;Schmelzer et al., 2022:226). Ses partisans soulignent qu'un revenu de base universel, comme une allocation de revenu de base, augmenterait le pouvoir de négociation des travailleurs vis-à-vis des employeurs (par exemple Wright, 2006:6). Un revenu de base universel est potentiellement complémentaire des services publics universels (Bohnenberger, 2020;Fitzpatrick et al., 2022). Cependant, un revenu de base universel ne doit pas être considéré comme une politique autonome, car il ne modifie pas, en soi, les ressources disponibles à la consommation, ni les modalités de production. Alors qu'un revenu de base universel repose en définitive sur les mécanismes du marché pour répondre aux besoins fondamentaux (Livres, 2021;Santens, 2021), UBS et JG préconisent un degré plus élevé de prise de décision démocratique sur l'allocation des ressources et du travail, les conditions de production et l'accès aux services de satisfaction des besoins.

6. Conclusion

Nous avons proposé une synthèse de la TMM et de la décroissance, et défini un cadre commun pour les propositions politiques partagées. Cette symbiose, illustrée dans la Fig. 2, devrait être considéré comme un point de départ pour des recherches plus approfondies. Il n'englobe certainement pas tous les éléments constitutifs de la TMM ni de la décroissance.

[Télécharger l'image](#)

Fig. 2. Décroissance et MMT : un cadre politique symbiotique.



La principale contribution théorique de notre cadre peut être résumée comme suit : la stabilité des prix dépend de la relation entre les dépenses totales et l'utilisation totale des ressources, influencée par des facteurs tels que l'efficacité des systèmes d'approvisionnement, le pouvoir de négociation des classes sociales et la répartition du pouvoir d'achat. Une transition vers la décroissance sera établie seulement si les dépenses totales diminuent en équilibre avec la réduction nécessaire de l'utilisation des ressources. Cela se fera seulement si les institutions démocratiques peuvent apporter des changements dans les variables intermédiaires.

6.1. Limites et recherches complémentaires

Nous avons limité notre analyse aux politiques de décroissance fondées sur la MMT adaptées aux États situés dans le cœur industriel du système mondial, et avons ignoré leurs effets sur le commerce international, les flux de capitaux et les taux de change. En général, rien n'indique que des politiques similaires ne soient pas également adaptées aux États périphériques, à condition qu'ils parviennent à une souveraineté monétaire effective (Sylla, 2023). Cela implique de surmonter la dépendance aux importations et, en particulier, d'atteindre la souveraineté alimentaire et énergétique (Wilson, 2022), ce qui est proche de ce que suggéreraient des stratégies de développement radicales (Escobar, 2015; Hanaček et al., 2020). Étant donné que le centre dépend fortement des ressources et de la main-d'œuvre importées à bas prix, la construction d'une souveraineté économique dans la périphérie pourrait être un déclencheur essentiel pour la décroissance du noyau dur et pour l'abolition des relations de pouvoir néocoloniales dans l'économie mondiale (Hickel, 2021a).

En outre, les États centraux sont confrontés à une obligation morale découlant de la responsabilité historique du pillage (néo-)colonial et du déplacement des fardeaux sociaux et écologiques au cours des siècles (Hickel et al., 2021b; Táíwò, 2022). Un programme pour la politique monétaire de décolonisation devrait impliquer des réparations, l'annulation de la dette et l'émission de droits de tirage spéciaux (vert) (Aglietta et Coudert, 2019; Ferron et Morel, 2014; Ocampo, 2017; CNUCED, 2019), ainsi que la coordination des politiques monétaires et budgétaires entre les pays du centre et de la périphérie (Althouse et al., 2020).

Il est important de noter que seuls les gouvernements centraux ont la souveraineté monétaire, tandis que les autorités fédérales, locales et municipales doivent être financées soit par des transferts du gouvernement central, soit par des fonds publics et des impôts locaux. Un rétrécissement de l'assiette fiscale impliquerait donc des transferts plus importants. Parallèlement,

les partisans de la décroissance appellent à transférer le pouvoir de décision démocratique au niveau municipal (Parrique, 2018; pp. 258, 286, 365; Zografos, 2014), comme pour l'administration d'une garantie d'emploi. Une question reste ouverte : comment un financement public centralisé peut-il coexister harmonieusement avec une prise de décision plus locale ?

Dans notre analyse des instruments de politique économique, nous nous sommes concentrés sur la maîtrise de l'inflation et avons négligé les pressions déflationnistes qui pourraient, par exemple, résulter de l'épuisement des actifs ou de la grève des investisseurs privés lors d'une transition de décroissance. La déflation et le sous-emploi des ressources semblent moins problématiques, car ils augmentent la marge de manœuvre macroéconomique pour les dépenses publiques consacrées aux programmes sociaux et écologiques. Néanmoins, un scénario de décroissance déflationniste mérite d'être étudié plus en détail.

D'autres pistes de recherche pourraient également être envisagées, notamment une analyse plus approfondie des trajectoires de transition possibles pour sortir du régime macrofinancier actuel. Une tâche importante pour les économistes de la MMT serait d'approfondir l'intégration des contraintes écologiques aux dépenses publiques dans leur cadre. Enfin, l'intégration de la perspective présentée dans cet article aux modèles macroéconomiques écologiques et aux modèles d'investissement en économie IAM, qui manquent d'une perspective adéquate sur les finances publiques, permettraient aux décideurs politiques d'envisager des voies de transition plus viables.

6.2. Implications stratégiques

La complémentarité théorique entre la MMT et la décroissance et leur chevauchement politique et leur opposition commune à l'hégémonie économique dominante pourraient fournir le ciment nécessaire à la formation d'une symbiose stratégique. Cette symbiose peut contribuer à mobiliser les revendications populaires en faveur de réformes qui ne visent pas à stabiliser le capitalisme, mais plutôt à permettre une transition (Gorz, 1968).

S'il n'existe aucune limite à la croissance économique, l'augmentation des dépenses publiques en biens et services publics peut stimuler l'activité économique tant publique que privée. Lorsque des limites à la croissance sont définies démocratiquement, ces mêmes dépenses déplaceront les ressources du domaine privé vers le domaine public, intensifiant les conflits de classe en matière de répartition. Un gouvernement adoptant des politiques de décroissance fondées sur la MMT peut efficacement utiliser sa position macrofinancière unique pour socialiser les moyens de production (voir aussi Marx et Engels, 2002[1848], pp. 26, 51; Lénine, 1972[1917]).

Ensemble, la MMT et la décroissance peuvent libérer notre imaginaire politique des mythes de la dépendance à la croissance perpétuelle et des contraintes financières pesant sur les dépenses publiques sociales et écologiques. De toute évidence, la question n'est plus de savoir si l'État a des capacités latentes extraordinaires, mais vers quels objectifs ces capacités devraient être orientées. Une transition vers la décroissance nécessite une démocratisation globale de la politique monétaire et budgétaire. Il s'agit là d'une question de rapports de force et de luttes politiques. L'assouplissement quantitatif agressif de la dernière décennie démontre de manière convaincante qu'aucune contrainte financière n'empêcherait l'État de garantir l'emploi, en fermant fossile industries, la préservation des écosystèmes et le développement de services publics universels. Comme le dit un slogan populaire en faveur de la justice climatique « Si la planète était une banque, vous l'auriez déjà sauvée ».

Déclaration d'intérêts concurrents

Les auteurs déclarent qu'ils n'ont aucun intérêt financier concurrent connu ni aucune relation personnelle qui aurait pu sembler influencer le travail rapporté dans cet article.

Remerciements

Les auteurs remercient Sam Levey, Dirk Ehnts, Charles Stevenson, Tatjana Söding, Felix Struckmann, Caroline Rübe, les participants du Réseau d'économie post-croissance Groupe de travail sur la MMT et la décroissance, et deux relecteurs anonymes pour leurs précieux commentaires. Toutes les erreurs restantes sont de notre responsabilité.

Disponibilité des données

Aucune donnée n'a été utilisée pour la recherche décrite dans l'article.

Références

- Aglietta, M., Coudert, V., 2019. Le dollar et la transition vers le développement durable : De la monnaie clé au multilatéralisme. Note d'orientation 26 du CEPII.
- Aigner, E., Cahen-Fourot, L., Schneider, C., 2022. Stratégies monétaires et financières pour Décroissance. Dans : Barlow, N., Regen, L., et al. (dir.), *Décroissance et stratégie : comment opérer une transformation socio-écologique*. MayFly.
- Alcott, B., 2013. La décroissance devrait-elle intégrer la garantie d'emploi ? *J. Clean. Prod.* 38, 56–60.
- Althouse, J., Guarini, G., Gabriel Porcile, J., 2020. Macroéconomie écologique dans le Économie ouverte : durabilité, échanges inégaux et coordination des politiques dans un modèle centre-périphérie. *Écol. Écon.* 172, 106628 <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2020.106628>.
- Ament, J., 2020. Une théorie monétaire écologique. *Ecol. Econ.* 171, 106421.
- Andersson, JO, 2010. Le revenu de base d'un point de vue écologique. *Étude sur le revenu de base*. 4 (2).
- Baer, M., Campiglio, E., Deyris, J., 2021. Il faut être deux pour danser : dynamiques institutionnelles et les politiques financières liées au climat. *Ecol. Econ.* 190, 107210.
- Bell, S., 2001. Le rôle de l'État et la hiérarchie monétaire. *Camb. J. Econ.* 25, 149–161.
- Berg, M., Hartley, B., Richters, O., 2015. Un modèle d'entrées-sorties cohérent avec les flux-stocks avec des applications aux chocs des prix de l'énergie, aux taux d'intérêt et aux émissions de chaleur. *New Journal of Physical* 17 (1), 015011.
- Bernal, A., 2021. Pressions inflationnistes à l'époque de la Covid-19 : la MMT comme théorie de l'inflation. Document de travail de l'Institut pour une prospérité durable.
- Bohnenberger, K., 2020. Argent, bons d'achat, infrastructures publiques ? Un cadre pour prestations sociales durables. *Durabilité* 12 (2), 596.
- Bolton, P., Despres, M., Da Silva, LAP, Samama, F., Svartzman, R., 2020. Le Vert Cygne. Livres BIS. Banque des règlements internationaux. <https://www.bis.org/publ/oth/p31.pdf>.
- Bonizzi, B., Kaltenbrunner, A., Michell, J., 2019. La souveraineté monétaire est un spectre : Théorie monétaire moderne et pays en développement. *Real World Econ. Rev.* 89, 16.
- Braun, B., 2020. La banque centrale et le pouvoir infrastructurel de la finance : le cas de Soutien de la BCE aux marchés des pensions livrées et de la titrisation. *Soc. Econ. Rev.* 18 (2), 395–418. <https://doi.org/10.1093/ser/mwy008>.
- Braun, B., Gabor, D., 2020. Banque centrale, système bancaire parallèle et pouvoir infrastructurel 1. Dans : *Manuel international de financiarisation de Routledge*. Routledge, p. 241–252..
- Büchs, M., 2021. Bien-être durable : comment le revenu de base universel et le système de sécurité sociale universel Comparaison des services ? *Écol. Écon.* 189, 107152.
- Buck, HJ, 2019. Après la géo-ingénierie. Tragédie climatique, réparation et restauration. Verso Livres.
- Cahen-Fourot, L., Lavoie, M., 2016. Économie monétaire écologique : une approche post-keynésienne critique. *Écol. Écon.* 6.
- Campiglio, E., Godin, A., Kinsella, S., juin 2015. Les implications économiques de la Transition vers un système énergétique bas carbone : un modèle stock-flux cohérent. Dans : *Présentation à la 11e conférence biennale de la Société européenne d'économie écologique*, Leeds, vol. 30, p. 06-03.
- Christophers, B., 2021. Capital fossilisé : prix et profit dans la transition énergétique. *Nouveau Économie politique* 1–14.
- Coote, A., Percy, A., 2020. Plaidoyer pour des services de base universels. John Wiley & Sons.

- Cosme, I., Santos, R., O'Neill, DW, 2017. Évaluation du discours de la décroissance : une revue de la littérature et analyse des propositions académiques de politiques de décroissance. *J. Clean. Prod.* 149, 321–334.
- Creutzig, F., Roy, J., Lamb, WF, Azevedo, IM, De Bruin, WB, Dalkmann, H., Edelenbosch, OY, Geels, FW, Grubler, A., Hepburn, C., 2018. Vers des solutions axées sur la demande pour atténuer le changement climatique. *Nat. Clim. Chang.* 8 (4), 260–263.
- Dafermos, Y., Gabor, D., Michell, J., 2021. Le consensus de Wall Street en temps de pandémie : qu'est-ce que cela signifie pour un développement aligné sur le climat ? *Revue canadienne d'études du développement/Revue canadienne d'études du développement* 42 (1–2), 238–251.
- D'Alessandro, S., Cieplinski, A., Distefano, T., Dittmer, K., 2020. Alternatives réalisables à croissance verte. *Nat. Sustain.* 3 (4), 329–335. <https://doi.org/10.1038/s41893-020-0484-y>.
- Dantas, F., Wray, LR, 2022. Stagnation séculaire : le meilleur résultat possible ?. Dans : *Manuel de Stagnation économique*. Academic Press, pp. 299–320.
- Davies, W., 2016. *Les limites du néolibéralisme : autorité, souveraineté et logique du Concours*. Sage.
- de Paula, LF, Fritz, B., Prates, DM, 2017. Keynes à la périphérie : la hiérarchie monétaire et les défis de la politique économique dans les économies émergentes. *J. Post Keynesian Econ.* 40 (2), 183–202. <https://doi.org/10.1080/01603477.2016.1252267>.
- Dullien, S., Weber, IM, 15 février 2022. Der Staat muss den Gaspreis deckeln. *Süddeutsche Zeitung*, 12, 13–25. <https://www.sueddeutsche.de/wirtschaft/inflation-energiepreise-gas-subventionen-1.5526823?reduced=true> (dernière consultation le 04/03/2023).
- Dyson, B., Hodgson, G., Lerven, F., 2016. *Monnaie souveraine. Introduction. Rapport*, Argent positif. <http://positivemoney.org/wp-content/uploads/2016/12/SovereignMoney-AnIntroduction-20161214.pdf>.
- Ehnts, D., 2022. *Théorie monétaire moderne*. Springer, Une préparation.
- Elliott, D., Feldberg, G., Lehnert, A., 2013. L'histoire de la politique macroprudentielle cyclique aux États-Unis. *SSRN Electron. J.* <https://doi.org/10.2139/ssrn.2269090>.
- Escobar, A., 2015. Décroissance, post-développement et transitions : une étude préliminaire *Conversation. Soutenir. Sci.* 10 (3), 451–462.
- Espagne, E., 2018. Argent, finance et climat : la quête insaisissable d'une économie véritablement intégrée *Modèle d'évaluation. Comp. Econ. Stud.* 60 (1), 131–143.
- Fanning, AL, O'Neill, DW, Hickel, J., Roux, N., 2022. Le déficit social et Dépassement écologique des nations. *Nat. Sustain.* 5 (1), 26–36.
- Farley, J., Burke, M., Flomenhoft, G., Kelly, B., Murray, DF, Posner, S., Putnam, M., Scanlan, A., Witham, A., 2013. Politiques monétaires et budgétaires pour une planète aux ressources limitées. *Sustainability* 5 (6), 2802–2826.
- Felipe, J., Fullwiler, S., 2021. Comment fonctionne réellement la « monétisation » — exemples tirés de trois cas *Réponses des pays asiatiques à la Covid-19. Rev. Political Econ.* 1–23.
- Ferron, C., Morel, R., 2014. Politiques monétaires non conventionnelles intelligentes (SUMO) : Donner Impulsion à l'investissement vert. *Rapport Climat n° 46*. (INIS-FR-16-1447).
- Feygin, J., 2021, 9 janvier. Le bloc déflationniste. *Monde phénoménal*. <http://reparti.free.fr/yakovfeygin121.pdf> (dernière consultation le 04/03/2023).
- Fisher, I., 1935. *100 % argent*. Publications Adelphi.
- Fitzpatrick, N., Parrique, T., Cosme, I., 2022. Exploration des propositions de politiques de décroissance : un Cartographie systématique avec synthèse thématique. *J. Clean. Prod.* 132764.
- Fontana, G., Sawyer, M., 2016. Le système bancaire à réserves intégrales : plus de « fous » que de « braves hérétiques ». *Camb. J. Econ.* 40 (5).
- Forstater, M., 2005. Plaidoyer pour un programme d'emplois écologiquement durables (n° 05- 1). Institut d'économie Levy.
- Forstater, M., Mosler, W., 2005. Le taux d'intérêt naturel est nul. *J. Econ. Issues* 39 (2), 535–542.
- Fullwiler, S., 2020. Lorsque le taux d'intérêt sur la dette nationale est une variable politique (et « Imprimer de l'argent » ne s'applique pas. *Budget public. Finances.* pbaf.12249.
- Gabor, D., 2021. *Révolution sans révolutionnaires : interroger le retour de Financement monétaire [Préimpression]*. SocArXiv. <https://doi.org/10.31235/osf.io/ja9bk>.
- Georgescu-Roegen, Nicholas, 1971. *La loi d'entropie et le processus économique*. Harvard Presses universitaires.

Godin, A., 2012. Emplois verts garantis : plein emploi durable. SSRN Electron. J. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2060326>.

Gore, T., Ghosh, E., Nazareth, A., Kartha, S., Dabi, N., 2021. Inégalités de carbone en 2030 : Consommation par habitant Émissions et 1,5°Objectif C.

Gorz, A., 1968. Réforme et révolution. Socialist Register. 5.

Gorz, A., 1968. Stratégie pour le travail. Une proposition radicale. Sci. Soc. 32 (4).

Gough, I., 2019. Chaleur, cupidité et besoins humains : changement climatique, capitalisme et Bien-être durable. Éditions Edward Elgar.

Graeber, D., 2011. La dette : les cinq premiers millénaires. Melville House..

Haberl, H., Wiedenhofer, D., Virág, D., Kalt, G., Plank, B., Brockway, P., Creutzig, F., 2020. Revue systématique des données probantes sur le découplage entre le PIB, l'utilisation des ressources et les émissions de GES, partie II : synthèse des observations. Environ. Res. Lett. 15 (6), 065003.

Hail, S., 2018. Économie pour une prospérité durable. Palgrave Macmillan. Hail, S., 2022. Payer pour un New Deal vert : une introduction à la théorie monétaire moderne. Dans : Durabilité et nouvelle économie. Springer, Cham, p. 279–302.

Hanaček, K., Roy, B., Avila, S., Kallis, G., 2020. Économie écologique et décroissance : Proposer un programme de recherche futur depuis les marges. Ecol. Econ. 169, 106495.

Hardt, L., O'Neill, DW, 2017. Modèles macroéconomiques écologiques : évaluation des modèles actuels Évolution. Écol. Écon. 134, 198–211.

Hartley, T., Kallis, G., 2021. Prêts portant intérêt et dettes impayables dans les pays à croissance lente Économies : éclairages tirés de dix cas historiques. Écol. Écon. 188, 107132.

Hayashi, M., 2012. Le système de banque de temps Fureai Kippu au Japon dans les soins aux personnes âgées : origines, Développement, défis et impact. Int. J. Community Curr. Res. 16 (A), 30–44.

Henke, S., 2017. Vollerßendes Geld für un gerechtere Welt: Warum wir ein alternatives Geldsystem brauchen, wie es funktioniert et welche Auswirkungen es hat. Tectum Wissenschaftsverlag.

Hickel, J., 2019. Décroissance : une théorie de l'abondance radicale. Real-World Econ. Rev. 87 (19), 54–68.

Hickel, J., 2020, 23 septembre. Décroissance et MMT - Une expérience de pensée. <https://www.jasonhickel.org/blog/2020/9/10/degrowth-and-mmt-a-thought-experiment> (dernière consultation le 04/03/2023).

Hickel, J., 9 août 2021. Comment parvenir à une décolonisation complète. New Internationalist 15. <https://newint.org/features/2021/08/09/money-ultimate-decolonizer-fif> (dernière consultation le 04/03/2023).

Hickel, J., 15 novembre 2021. À quoi cela ressemblerait-il si nous traitons le changement climatique comme une véritable urgence ? <https://www.currentaffairs.org/2021/11/à-quoi-serait-il-si-nous-traitons-le-changement-climatique-comme-une-urgence-actuelle> (dernière consultation le 04/03/2023).

Hickel, J., Kallis, G., 2020. La croissance verte est-elle possible ? New Polit. Econ. 25 (4), 469–486. <https://doi.org/10.1080/13563467.2019.1598964>.

Hickel, J., Brockway, P., Kallis, G., Keyßer, L., Lenzen, M., Slameršak, A., Steinberger, J., Ürges-Vorsatz, D., 2021a. Besoin urgent de scénarios d'atténuation du changement climatique post-croissance. Nat. Énergie 6 (8), 766–768.

Hickel, J., Sullivan, D., Zoomkawala, H., 2021b. Le pillage à l'ère postcoloniale : Quantification de la fuite des capitaux du Sud global due aux échanges inégaux, 1960-2018. New Polit. Econ. 26 (6), 1030-1047.

Hockett, RC, 2019. Finance sans financiers. Polit. Soc. 47 (4), 491–527. <https://doi.org/10.1177/0032329219882190>. AIE, 2021. Investissements mondiaux dans l'énergie 2021. Résumé. Énergie internationale Agence. <https://www.iea.org/reports/world-energy-investment-2021/executive-summary>.

Ingham, G., 2002. « La folie babylonienne » : sur les origines historiques et sociologiques de L'argent. Dans : Qu'est-ce que l'argent ?, Routledge, p. 26–51.

GIEC, 2022. Changement climatique 2022 : Atténuation du changement climatique. Contribution de Groupe de travail III du sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/>.

Jackson, T., Victor, PA, 2019. LowGrow SFC – Un système écologique à flux de stock constant Modèle macroéconomique pour le Canada. Document de travail CUSP n° 16. https://www.researchgate.net/profile/Tim-Jackson-2/publication/338804271_LowGrow_SCF-A_stock-

flow-consistent_ecological_macro-economic_model_for_Canada/links/5e2b2c5d4585150ee7808bb6/LowGrow-SCF-A-stock-flow-consistent-ecological-macro-economic-modelfor-Canada.pdf.

Kaboub, F., 2006. Une feuille de route vers le plein emploi et la stabilité des prix dans les pays en développement Pays : le cas de la Tunisie. Université du Missouri-Kansas City.

Kaboub, F., 2008. Éléments d'un contre-mouvement radical au néolibéralisme : Développement axé sur l'emploi. *Rev. Radic. Polit. Econ.* 40 (3), 220–227.

Kaboub, F., 2020, 26 octobre. Vert et juste. *Nouvel Internationaliste*, 26. <https://newint.org/features/2020/08/11/green-and-just> (dernière consultation le 04/03/2023).

Kaboub, F., 3 août 2021. Envie d'une véritable solidarité mondiale. Dans : *Real Progressives*. https://realprogressives.org/longing-genuine-global-solidarity/?fbclid=IwAR1FpdkrRti-XAeMri-5MUUpONXIn6bilgMZiDzhBmgkLcthlAM_80AVV7g (dernière consultation le 04/03/2023).

Kaboub, F., Forstater, M., Kelsay, M., 2015. Le coût du chômage et l'emploi Alternative de garantie en Arabie saoudite. *Politique Rep.* 101.

Kalecki, M., 1971. *Essais choisis sur la dynamique de l'économie capitaliste 1933–1970*.

Kallis, G., Kerschner, C., Martinez-Alier, J., 2012. L'économie de la décroissance. *Écol. Écon.* 84, 172–180. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2012.08.017>.

Kelton, S., 2020. Le mythe du déficit : la théorie monétaire moderne et comment construire un meilleur Économie. Hachette Royaume-Uni. Keynes, JM, 2010 [1940]. Comment financer la guerre. Dans : *Essais de persuasion*. Springer, pp. 367–439.

Knapp, GF, 1909. *Die Landarbeiter in Knechtschaft und Freiheit : Gesammelte Vorträge*. Duncker & Humblot.

Knapp, GF, 1918. *Die staatliche Theorie des Geldes*. Livres oubliés.

Koch, M., 2019. L'État dans la transformation vers une économie post-croissance durable. *Environ. Polit.* 1–19 <https://doi.org/10.1080/09644016.2019.1684738>.

Koch, M., 2022. Les relations État-société civile chez Gramsci, Poulantzas et Bourdieu : Implications stratégiques pour le mouvement de décroissance. *Ecol. Econ.* 193, 107275.

Koch, M., 2022. Politique sociale sans croissance : Vers un bien-être durable États. *Politique sociale et société* 21 (3), 447–459.

Koddenbrock, K., Sylla, NS, 2020. Vers une économie politique de la monnaie dépendance. *MaxPo Discus. Pap.* 39.

Lainà, P., 2015. Propositions pour un système bancaire à réserves intégrales : un aperçu historique de David Ricardo à Martin Wolf. *Pensée économique* 4 (2), 1–19.

Lapavistas, C., Aguila, N., 2020. Théorie monétaire moderne sur la monnaie, la souveraineté et Politique : une critique marxiste concernant la zone euro et la Grèce. *Jpn. Polit. Econ.* 1–27 <https://doi.org/10.1080/2329194X.2020.1855593>. Last, N., 2021. *Bonnes formes de collectivité : travail de soins à faible émission de carbone et emploi fédéral garanti*. Los Angeles Rev. Books.

Lavoie, M., 2013. Le lien monétaire et fiscal du néo-chartalisme : une critique amicale. *J. Econ. Numéros* 47 (1), 1–32.

Lawn, P., 2010. Faciliter la transition vers une économie stationnaire : quelques pistes Fondements macroéconomiques. *Ecol. Econ.* 69 (5), 931–936.

Lee, C., Burgess, G., Kuhn, I., Cowan, A., Lafortune, L., 2020. Échange communautaire et Monnaies temporelles : une revue thématique systématique et approfondie de leur impact sur la santé publique. *Santé publique* 180, p. 117–128..

Lénine, VI, 1972. Les bolcheviks peuvent-ils conserver le pouvoir d'État ? *Prosveshcheniye* N° 1-2. Dans : *Œuvres complètes de Lénine*, Éditions Progress, Moscou, vol. 26, pp. 87–136 [1917, 14 octobre].

Levey, S., 2020. Théorie de la mobilisation : quelques leçons de la littérature d'aujourd'hui (p. 38). Institut mondial pour la prospérité durable. <http://www.global-isp.org/wp-content/uploads/WP-126.pdf>.

Mackintosh, J., 21 novembre 2021. La théorie monétaire moderne n'est pas l'avenir. Elle est là. maintenant. Wall Street J. <https://www.wsj.com/articles/modern-monetary-theory-isnt-the-future-c'est-ici-maintenant-11637446538> (dernière consultation le 04/03/2023).

Malm, A., 2020. *Corona, climat, urgence chronique : le communisme de guerre au XXI^e siècle*. Verso Books.

Martin, F., de Wilmars Sybille, M., Kevin, M., 2023. Libérer le potentiel du revenu et les plafonds de richesse dans la transformation post-croissance : un cadre pour améliorer la conception des politiques. *Ecol. Econ.* 208, 107788.

Marx, K., Engels, F., 2002 [1948]. Le Manifeste communiste. <https://www.marxistes.org/archive/marx/works/1848/communist-manifesto/index.htm> (dernière consultation le 04/03/2023).

Mastini, R., Kallis, G., Hickel, J., 2021. Un New Deal vert sans croissance ? Écol. Écon. 179, 106832.

Max-Neef, MA, Elizalde, A., Hopenhayn, M., 1991. Développement à l'échelle humaine : Conception, application et réflexions complémentaires. The Apex Press.

McKinsey, 2021. Net- Zero Europe : voies de décarbonation et perspectives socioéconomiques Implications. https://www.mckinsey.com/business-functions/sustainability/our-insights/the-net-zero-transition-what-it-would-cost-what-it-could-bring?cid=netzero-pse-gaw-mst-mck-oth-2201&gclid=Cj0KCQjwpv2TBhDoARIsALBnVnksXa7-y_ak7FwC7tLcOkW9qfgHczurH3lRtzturskib4eregYulDpwaAkBJEALw_wcB&gclsrc=aw.ds (dernière consultation le 04/03/2023).

Merchant, J., février 2021. La théorie monétaire de l'État. Réflexions sur la modernité. théorie monétaire. Brooklyn Rail. <https://brooklynrail.org/2021/02/field-notes/The - Théorie monétaire de l'État - Réflexions sur la théorie monétaire moderne> (dernière consultation le 04/03/2023).

Millward-Hopkins, J., Steinberger, JK, Rao, ND, Oswald, Y., 2020. Fournir des services décents Vivre avec un minimum d'énergie : un scénario mondial. Glob. Environ. Chang. 65, 102168 <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102168>. 10

Minsky, HP, 1973. La stratégie de politique économique et de répartition des revenus. Ann. Am. Acad. Polit. Soc. Sci. 409 (1), 92–101. <https://doi.org/10.1177/000271627340900110>.

Mitchell, WF, 1998. Le modèle d'emploi du stock tampon et le NAIRU : la voie vers Plein emploi. J. Econ. Numéros 32 (2), 547–555.

Mitchell, W., Watts, MJ, 2003. Défense de la garantie d'emploi. Centre de plein exercice Emploi et équité, pp. 03–12.

Mitchell, W., Wray, LR, Watts, M., 2016. Théorie et pratique monétaires modernes : une Texte d'introduction. Centre pour le plein emploi et l'équité, Newcastle, Nouvelle-Galles du Sud..

Monnet, E., 2019. Contrôle du crédit : banque centrale et économie planifiée en La France d'après-guerre, 1948-1973. Cambridge University Press.

Musthaq, F., 2021. Les banques centrales non conventionnelles et la politique de liquidité. Rev. Int. Économie politique 1–26.

Nersisyan, Y., Wray, LR, 2021. Pouvons-nous nous permettre le New Deal vert ? J. Post-Keynésien Écon. 44 (1), 68–88.

Nersisyan, Y., Wray, LR, 2022. Est-il temps de relever les taux ? La Fed ne peut pas organiser une Atterrissage en douceur, mais risque de stagflation en essayant. Note de politique publique n° 157. Levy Economics Institute. https://www.levyinstitute.org/pubs/ppb_157.pdf.

Ocampo, AJ, 2017. Réinitialiser le (non) système monétaire international. Oxford Presses universitaires. Olk, C., 2023. Où sont les monnaies (complémentaires) dans la hiérarchie monétaire mondiale ? (à venir).

Olk, C., Söding, T., 12 avril 2022. Parcours Weniger Energie. Analysez le Critique 681. <https://www.akweb.de/politik/deutschland-energiepolitik-energie-wende-degrowth-em-bargo-russland-ukraine-krieg/>.

Olk, C., Schneider, C., Hickel, J., 25 janvier 2023. Comment les services publics universels peuvent Mettre fin à la crise du coût de la vie. New Statesman. <https://www.newstatesman.com/spotlight/cost-of-living-crisis/2023/01/state-end-cost-of-living-crisis-climate-change> (dernière consultation le 04/03/2023).

Otto, IM, Kim, KM, Dubrovsky, N., Lucht, W., 2019. Déplacer le focus du super- Des pauvres aux super-riches. Nat. Clim. Change 9 (2), 82–84.

Parrique, T., 2018. Allocation communautaire pour des économies résilientes (CARE) : un projet Garantie pour la décroissance. CERDI, Université Clermont Auvergne. https://cerdi.uca.fr/medias/fichier/parrique-2018-decroissance-et-garantie-emploi_1538068277035-pdf?ID_FICHE=9501&INLINE=FALSE (dernière consultation le 04/03/2023).

Parrique, T., 2019. L'économie politique de la décroissance [Thèse de doctorat, Université Clermont Auvergne ; Université de Stockholm]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel - 02499463>.

Parrique, T., 11 août 2021. Bienvenue dans la décroissance : une réponse à Kenta Tsuda. Timotheeparrique.com. <https://timotheeparrique.com/a-response-to-kentatsuda-welcome-to-degrowth/> (dernier (consulté le 04/03/2023).

Pasche, M., 2018. Décroissance et finances publiques durables. Document de travail.[https:// mpra.ub.uni-muenchen.de/87109](https://mpra.ub.uni-muenchen.de/87109).

Paulson, S., D'Alisa, G., Demaria, F., Kallis, G., 2020. Plaidoyer pour la décroissance. John Wiley &Fils.

Pettifor, A., 2020. Plaidoyer pour le Green New Deal. Éditions Verso..

Pigeaud, F., Sylla, NS, 2018. L'arme invisible de la FrancAfrique : Une histoire du Franc CFA. La Découverte.

Pollin, R., 2019. Promouvoir un projet viable de stabilisation du climat mondial : décroissance versus Le New Deal vert. *Rév. Radic. Political Econ.* 51 (2), 311–319.

Pozsar, Z., 2014. Shadow Banking: The Money View. Document de travail.https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2476415.

Rezai, A., Stagl, S., 2016. Macroéconomie écologique : introduction et revue. *Ecol. Écon.* 121, 181–185.

Richters, O., 2019. Impératifs de croissance : étayer un concept contesté. *Struct. Chang. Econ. Dyn.* 12.

Richters, O., Siemoneit, A., 2017. Analyse de cohérence et de stabilité des modèles d'un impératif de croissance monétaire. *Ecol. Econ.* 136, 114–125.<https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2017.01.017>.

Robinson, KS, 2020. Le ministère de l'Avenir. Hachette Royaume-Uni.

Røpke, I., 2017. Durabilité et gouvernance du système financier : quel rôle pour Banque à réserves intégrales ? *Environ. Policy Gov.* 27 (3), 177–192.

Santens, S., 2021. Pourquoi nous avons besoin de la théorie monétaire moderne (MMT) et pourquoi elle en a besoin revenu de base universel (RBU). Marais.<https://vocal.media/theSwamp/why-we-needmodern-monetary-theory-mmt-and-why-it-needs-universal-basic-income-ubi>((dernière consultation le 04/03/2023)).

Sawyer, M., 2019. Théorie monétaire moderne : y a-t-il une valeur ajoutée ? *Monde réel Revues économiques* 89, 167–179.

Schmelzer, M., Vetter, A., Vansintjan, A., 2022. L'avenir est à la décroissance : Guide pour un monde au-delà du capitalisme. Verso Books.

Schneider, C., 2021, 5 mars. Une garantie d'emploi pour l'équité sociale et environnementale Développement durable. WIFO : Développement durable, travail et croissance, Université d'économie et de commerce de Vienne.

Schneider, C., Miess, M., 2023. Politisation du système d'approvisionnement monétaire. Durabilité : science, pratique et politique (à paraître).

Seidl, I., Zahrnt, A. (Eds.), 2010. Postwachstumsgesellschaft : Konzepte für die Zukunft. Éditions Metropolis.

Semieniuk, G., Campiglio, E., Mercure, JF, Volz, U., Edwards, NR, 2021. Faible émission de carbone Risques de transition pour la finance. *Wiley Interdisciplinary Reviews : Changement climatique* 12 (1), e678.

Semmler, W., Maurer, H., Bonen, A., 2018. Un modèle d'évaluation intégré étendu pour Politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Dans : *Systèmes de contrôle et méthodes mathématiques en économie*. Springer, Cham, p. 297-317.

Solé, J., García-Olivares, A., Turiel, A., Ballabrera-Poy, J., 2018. Transitions renouvelables et l'énergie nette issue des liquides pétroliers : une étude de scénarios. *Renew. Energy* 116, 258–271.

Steele, G., 2020. Le nouveau trust monétaire : comment les grands gestionnaires de fonds contrôlent notre L'économie et ce que nous pouvons faire à ce sujet (n° 8 ; série de documents de travail sur le pouvoir des entreprises). Projet américain pour les libertés économiques.<https://www.economicliberties.us/our-work/new-money-trust/>.

Svartzman, R., Althouse, J., 2020. Vers un système monétaire international plus vert ? Non. sans aborder l'écologie politique des déséquilibres mondiaux. *Rev. Int. Polit. Econ.* 1–26.<https://doi.org/10.1080/09692290.2020.1854326>.

Svartzman, R., Dron, D., Espagne, E., 2019. De la macroéconomie écologique à une théorie de la monnaie endogène pour une planète finie. *Ecol. Econ.* 162, 108–120.

Svartzman, R., Ament, J., Barmes, D., Erickson, JD, Farley, J., Guay-Boutet, C., Kosoy, N., 2020. Monnaie, taux d'intérêt et accumulation sur une planète finie : revisiter l'« impératif de croissance monétaire » à travers des approches institutionnalistes. Dans : *Sustainable Wellbeing Futures*. Éditions Edward Elgar..

Sylla, NS, 2023. Pour un emploi plein et décent en Afrique : le rôle de l'emploi Garantie. Rapport d'orientation de l'Initiative pour la démocratie économique 2023/01.<https://edi.bard.edu/research/notes/pour-un-emploi-complet-et-decent-en-afrique-le-role-d-une-garantie-demploi>((dernière consultation le 04/03/2023)).

Táiwò, OO, 2022. Reconsidérer les réparations Presses universitaires d'Oxford.

Tankus, N., 2022. La nouvelle politique monétaire : réimaginer la gestion de la demande et Stabilité des prix au XXI^e siècle. Rapport, Modern Money Network.<https://files.modernmoney.network/M3F000001.pdf>.

Tarullo, DK, 2017. Politique monétaire sans théorie opérationnelle de l'inflation. Dans : Hutchins Document de travail du Centre, n° 33.https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/10/es_wp33_tarullo.pdf.

Tcherneva, P., 2012. Au-delà du plein emploi : ce que le plan jefes argentin peut nous apprendre À propos de l'employeur de dernier recours. Dans : Forstater, M., Murray, MJ (dir.), La garantie d'emploi : Vers un véritable plein emploi. Palgrave.

Tcherneva, P., 2017. « Le point sur les inégalités : qui profite de la croissance des revenus ? » Levy Note de politique générale 2017/1 de l'Institut d'économie.<https://www.levyinstitute.org/publications/inequality-update-who-gains-when-income-grows>(dernière consultation le 04/03/2023).

Tcherneva, PR, 2018. La garantie d'emploi : conception, emplois et mise en oeuvre. Dans : Levy Institut d'économie, Série de documents de travail, 902. Tcherneva, PR, 2020. Plaidoyer pour une garantie d'emploi. John Wiley & Sons.

Tcherneva, PR, Wray, LR, 2005. Genre et garantie d'emploi : l'impact de Programme jefes d'Argentine sur les femmes chefs de ménages pauvres. SSRN Electron. J. <https://doi.org/10.2139/ssrn.1009594>. Thompson, H., 2022. Désordre : les temps difficiles du XXI^e siècle. Oxford University Press.. Tooze, A., 2006. Le salaire de la destruction : la formation et la rupture du nazisme Économie, vol. 115. Penguin.

Tooze, A., 3 mars 2022. Et si le régime de guerre de Poutine se tournait vers la MMT ? Chartbook.<https://adamtooze.substack.com/p/chartbook-91-what-if-putins-war-regime?s=r>(dernière consultation le 04/03/2023).

Tymoigne, E., 2014. Théorie monétaire moderne et interrelations entre le Trésor et Banque centrale : le cas des États-Unis. J. Econ. Numéros 48 (3), 641–662.

Tymoigne, E., 2020. Souveraineté monétaire : nature, mise en oeuvre et implications. Budget public Finances<https://doi.org/10.1111/pbaf.12265>.

Tymoigne, E.,

Wray, LR, 2013. Théorie monétaire moderne 101 : Réponse aux critiques. Levy Institut d'économie. Série de documents de travail, 778.https://www.levyinstitute.org/pubs/wp_778.pdf.

CNUCED, 2019. Rapport sur le commerce et le développement : 2019. Nations Unies.https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2019_fr.pdf.

Unti, BJ, 2018. La garantie d'emploi et la décroissance transformationnelle. Dans : Murray, MJ, Forstater, M. (dir.), Plein emploi et justice sociale. Springer International Publishing, p. 63–82.https://doi.org/10.1007/978-3-319-66376-0_3.

van Lerven, F., 2016. Guide de la création monétaire publique. Présentation des alternatives à Assouplissement quantitatif, monnaie positive.<http://positivemoney.org/wp-content/uploads/2016/04/Public-Money-Creation-2.pdf>.

van't Klooster, J., 2021. Le keynésianisme technocratique : un changement de paradigme sans législation changement. Nouvelle économie politique 1–17.<https://doi.org/10.1080/13563467.2021.2013791>.

Vernengo, M., Pérez Caldentey, E., 2020. Théorie monétaire moderne (MMT) sous les tropiques : Finance fonctionnelle dans les pays en développement. Challenge 63 (6), 332–348.

Victor, PA, 2008. Gérer sans croissance : un ralentissement intentionnel, pas une catastrophe. Edward Éditions Elgar. Wallerstein, I., 1979. L'économie-monde capitaliste. Cambridge University Press.

Weber, IM, 29 décembre 2021. Un contrôle stratégique des prix pourrait-il contribuer à lutter contre l'inflation ? Tuteur.<https://www.theguardian.com/business/commentisfree/2021/dec/29/inflation-price-controls-time-we-use-it>(dernière consultation le 04/03/2023).

Weber, IM, Wasner, E., 2023. Inflation, profits et conflits des vendeurs : pourquoi les grandes Les entreprises augmentent-elles leurs prix en cas d'urgence ? Université du Massachusetts à Amherst, série de documents de travail du département d'économie.https://scholarworks.umass.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1348&context=econ_workingpaper.

Weber, IM, Jauregui, JL, Teixeira, L., Nassif Pires, L., 2022. L'inflation en période de Urgences qui se chevauchent : prix systématiquement significatifs du point de vue des entrées-sorties. Université du Massachusetts à Amherst, série de documents de travail du département d'économie, p. 340.<https://doi.org/10.7275/0c5b-6a92>.

Wilson, J., 2021. Inflation et capacité productive : une réduction empirique des risques Modèle. Document de travail.https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3912154.

Wray, LR, 1986. Comprendre la monnaie moderne : la clé du plein emploi et des prix Stabilité. Edward Elgar Pub.

Wray, LR, 2015. Théorie monétaire moderne : Introduction à la macroéconomie pour les États Systèmes monétaires. Springer.

Wray, LR, Dantas, F., Fullwiler, S., Tcherneva, P., Kelton, S., 2018. Service public Emploi : une voie vers le plein emploi. Rapport, Levy Economics Institute.[http:// pinguet.free.fr/psefull18.pdf](http://pinguet.free.fr/psefull18.pdf).

Wright, EO, 2006. Deux propositions redistributives : le revenu de base universel et subventions aux parties prenantes. Focus 24 (2), 5–7.

Zografos, C., 2014. Démocratie directe. Dans : D'Alisa, G., Demaria, F., Kallis, G. (Eds.), Décroissance : un vocabulaire pour une nouvelle ère. Routledge.

Tous les articles cités sur Scopus

1/ Certains travaux en macroéconomie écologique (pour des aperçus, voir Rezai et Stiglitz, 2016 ou Hardt et O'Neill, 2017) intègre les théories de la monnaie endogène, y compris la MMT (Salut, 2018; Pelouse, 2010). Cependant, ces approches ne parviennent souvent pas à reconnaître de manière adéquate certaines des limites de l'innovation technologique, l'omniprésence de diverses crises écologiques au-delà du changement climatique et les conflits (géo)politiques qui limitent les voies de transition (Svartzman et al., 2019). Alors que Salut (2018) offre une intégration plus approfondie, les implications politiques sont axées sur le rôle d'une garantie d'emploi.

2/ Même les propositions de financement d'un Green New Deal sans croissance (Mastini et al., 2021) peut être reconsidéré sous cet angle. Par exemple, réorienter les dépenses publiques vers des subventions aux combustibles fossiles et des dépenses militaires est évidemment raisonnable, mais à proprement parler, son effet n'est pas de « libérer de la place dans le budget de l'État », mais plutôt de réduire la demande effective dans des secteurs qui devraient décroître, et donc de créer un espace macroéconomique et écologique pour une augmentation des dépenses publiques dans des secteurs utiles.

3/ Une troisième critique, courante mais moins pertinente, concerne la consolidation analytique des bilans du Trésor et de la banque centrale par la MMT (par exemple Lavoie, 2013; Sawyer, 2019; pour une réponse, voir Wray, 2015).

4/ Par exemple, la seule étude approfondie d'un « Green New Deal » dans le cadre d'une MMT (Nersisyan et Wray, 2021) se concentre exclusivement sur la question de la décarbonisation, au détriment des autres crises écologiques, et discute de la mobilisation des ressources uniquement sous la contrainte de l'inflation, et non des limites biophysiques du débit des ressources.